le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'INVASION DES SEMENCES MUTANTES

M 02137 - 1517 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

« Il nous faut entrer profondément dans les aspects les plus quotidiens de notre existence pour déraciner en nous l'idée de dominer la nature. »

Murray Bookchin

hebdo n° 1517

du 22 au 28 mai 2008

Sommaire

Retraites, c'est la Bérézina, par Fabrice, *page 3*

Éradiquer **l'Éducation nationale,** par L. Ott, *page 4*

Dans quel **monde** on vit, par J.-P. Tertrais, *page 6*

La **locomotive** à Thatcher, par D'jo, *page 7*

Émotions et motions de congrès, *page 8*

Le pavé dans la mare du Flûtiste, *page 11*

Chinoiseries africaines, par P. Sommermeyer, *page 14*

La **télé** sur le divan, par Yasmina M. & Pierre G., *page 16*

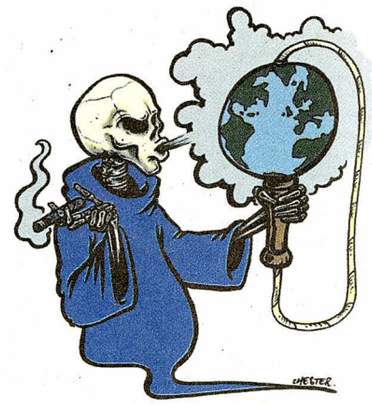
Le **Moloch** est toujours debout, par R. Dadoun, *page 17*

Daumier, un graveur debout, par G. Bonoure, *page 19*

L'anarchie en **mouvement,** *page 21*

La plus bath des **radios,** *page 22*

L'agenda du *Monde libertaire*, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	20 €	27 €
6 mois, 25 n^os^	38 €	46 €
1 an, 45 n^os^	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Ne plus subir

Chers marchands de merguez et de saucisses grillées, réjouissez-vous, vu que les occasions qui vous sont offertes par les épiciers des boutiques syndicales pour contribuer à l'écoulement de vos modestes productions culinaires sont fréquentes, n'est-ce pas? Les multiples manifestations des lycéens n'ont pas réussi à doper votre maigre chiffre d'affaires? C'est normal, car à parents fauchés... enfants sans blé, forcément. Mais enfin, les professeurs, ces « nantis », vu l'imposition d'un fort régime maigreur à leurs effectifs, ont défilé en masse le 15 mai devant vos étals, ce qui a permis à certains d'entre eux de s'alléger de quelques euros pour vous aider à gagner votre propre croûte.

Vous naviguez néanmoins dans les très basses eaux du RMI, à moins qu'il ne s'agisse de celles tout aussi maigrelettes du RMA, et vous voulez à tout prix améliorer votre quotidien, fait de dèche et d'angoisse du lendemain?

La manifestation du 22 mai qui appelle à protester contre le Medef et le gouvernement, ces équarisseurs des régimes de retraites, vous permettra de gagner quelques indispensables petits biffetons.

Mais, en écrivant cela, nous enrageons de plus belle, car les pauvres artifices d'un humour à deux balles trouvent bien vite leurs limites.

La plus grande masse des salariés, pour ne pas parler des chômeurs et autres foutus en l'air par ce système, « déguste » toujours plus, avec ce qui leur est volé chaque jour davantage. Et pendant ce temps-là, toute honte bue, les bouffons censés défendre leurs intérêts nous convient à... protester et seulement cela! Pour sûr, si nous continuons uniquement à nous traîner comme des chenilles processionnaires, les doses massives de pesticides que patrons et politicards de tous bords épandent sur nos tronches finiront par nous empoisonner totalement.

D'ailleurs, dans un tout autre registre, mais terriblement nocif également, l'industrie de l'agrochimie, via les créatures qu'elle soudoie grassement pour arriver à ses fins, est en passe d'obtenir satisfaction, puisqu'à très court terme la culture des OGM sera autorisée.

L'état de la planète se dégrade rapidement? Les puissants de ce monde, obnubilés par leur désir aussi maladif que pathétique de posséder toujours plus s'en foutent comme de colin-tampon et continuent plus que jamais à s'accaparer ou à ravager les biens communs de l'humanité. Tout ceci n'est pas très gai? C'est exact. Cependant, n'expérimentez les recettes du (bon) livre qu'est *Suicide mode d'emploi* qu'en dernière extrémité. Au préalable, découvrez dans ce numéro quelques-unes des idées des anarchistes, idées affinées lors de leur dernier congrès. Alors un nouveau souffle de vie et d'espoir irriguera vos veines et votre esprit, effet garanti.

NE PLUS SUBIR les attaques patronales et gouvernementales, ne plus subir les combinaisons politiciennes et les voies électorales sans issue, ne plus subir les décisions « d'inaction » des directions syndicales. C'est difficile mais c'est possible et c'est surtout indispensable.

Je commencerai cet article par un petit exemple dans le département d'Ille-et-Vilaine. Le 29 avril dernier, jour où se tenait le Comité départemental de l'Éducation nationale, que président le préfet et l'inspecteur d'Académie, plus de 240 écoles étaient fermées (sur les 444 du département), le taux de grévistes officiel (IA) était de 75 % et 3 000 manifestants arpentaient les rues de Rennes.

Cette grève massive est significative car elle a été imposée par la base. À l'origine, la plupart des organisations syndicales et la FCPE (parents d'élèves) appelaient à un pique-nique devant la préfecture...

Compte tenu de la colère des instituteurs devant l'annonce de 85 fermetures de classes et la provocation de l'inspecteur d'Académie embauchant des retraités pour pallier le manque de remplaçants, très vite est apparu le sentiment qu'il fallait « arrêter de jouer ». Les pique-niques, les ballons, les sifflets, les promenades le dimanche à Paris (FSU), cela suffit!

Un forum électronique a permis à des centaines d'écoles connectées de faire monter la pression et les syndicats ont dû, bon gré mal gré, appeler à la grève.

Suite à cette journée, des assemblées générales d'écoles par circonscription se sont réunies. Le compte rendu de celle de la circonscription de Châteaubourg (à 20 km à l'est de Rennes), le vendredi 2 mai, est particulièrement intéressant. Citons quelques extraits: « Nous avons reparlé de 2003 et de la mobilisation qui s'est construite dans notre canton, dans le département, dans tout le pays. En 2003, pour certains d'entre nous, nous avons fait une, deux, trois... semaines de grève contre la loi Fillon en attendant un appel commun à tous les secteurs professionnels. Cet appel n'est jamais venu. La loi Fillon est passée... »

« La situation est déjà confuse: grève le 15 mai, manifestation nationale le dimanche 18 mai, journée d'action le 22... Nous ne voulons pas revivre ce qui s'est passé en 2003 »; « Nous disons solennellement aux organisations syndicales: nous sommes prêts, nous ne nous laisserons pas faire, notre volonté est entière. Alors vous, organisations syndicales nationales, appelez ensemble au 15 mai et si ça ne suffit pas appelez à la grève générale dans tout le pays, organisez la jonction entre le public et le privé, tous ensemble pour gagner de manière claire et commune. »

La situation est ainsi parfaitement résumée. Alors même que la journée du 15 mai permettait la jonction entre les lycéens, le secteur public et le secteur privé sur les thèmes communs des suppressions massives de postes (révision générale des politiques publiques), pendant des plans de licenciements dans le privé, de la retraite (contre les 41 annuités pour le retour aux 37,5), des salaires, de la Sécurité Sociale, de la casse du statut ou de son équivalent dans le privé, le Code du travail, la « journée d'action du 22 a été décidée pour empêcher cette unité ».

La confédération Force ouvrière avait décidé d'appeler, à l'origine, les salariés du privé le 15 mai (et c'est resté la ligne dans bien des unions départementales), mais la CFDT a exigé et obtenu sans difficulté de la CGT d'inventer le 22 mai pour bien séparer le privé du secteur public et des jeunes lycéens. FO, la FSU et les autres se sont ralliés bon gré mal gré à cette nouvelle journée d'action.

Ainsi, comme en 2003, la machine à perdre est engagée par les directions syndicales: pseudo « temps forts » qui masquent autant de temps morts, journées d'action à répétition, sans perspective sinon d'arriver aux vacances d'été sans avoir rien fait de sérieux. Le procédé est connu, il est quasiment breveté. Il n'est pas dit pour autant que les salariés ne changent pas la nature des choses. Ainsi, le 15 mai, une assemblée générale de plus de 450 instituteurs de Loire-Atlantique a décidé la grève reconductible à partir du lundi 19 mai... Et dans bien des secteurs, du public comme du privé, la colère gronde.

En effet, il n'y a pas de jour sans qu'un nouveau mauvais coup soit porté aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, aux

jeunes. Nous les avons déjà largement évoqués dans *le Monde libertaire*. Arrêtons-nous tout de même sur les nouvelles dispositions concernant les chômeurs. La définition de l'offre raisonnable d'emploi serait désormais évolutive selon le temps passé au chômage : au-delà du 3e mois, l'offre raisonnable correspond à 95 % du salaire antérieur et doit rester dans la « zone géographique » ; au-delà de 6 mois, on passe à 80 % de la rémunération et à un temps de transport d'une heure ; au-delà de 12 mois, la rémunération doit simplement atteindre celle de l'allocation chômage ! Le refus de deux offres entraînant une radiation de deux mois, ensuite…

Bref, la chasse aux chômeurs va s'intensifier. Rappelons quelques chiffres sur le sujet : 1,7 million de chômeurs sont indemnisés par leur Assedic et 407 000 reçoivent une Allocation spécifique de solidarité versée en fin de droits (400 euros mensuel environ). La moitié des chômeurs indemnisés ont moins de 924 euros par mois pour survivre. Trois chômeurs sur dix n'ont déjà à ce jour droit ni à l'Assedic, ni à l'ASS, ni au RMI et n'ont donc aucun revenu. Il était urgent que les sept autres soient menacés d'arriver au même résultat. Cela fait pression sur le coût du travail et cela augmente le taux de « profitabilité ».

Jamais le patronat ne s'est senti autant en position de force pour récupérer un à un tous les acquis sociaux gagnés depuis 1936.

Dans une conférence de presse à Berlin, le 24 avril, Thomas Enders, le PDG d'Airbus, a déclaré que le plan Power 8 ne serait pas suffisant et il a promis « du sang et des larmes » !

Il est grand temps que la peur change de camp, il est grand temps que l'unité de tous les exploités se fasse, il est grand temps que la population se réapproprie ses luttes par le biais d'assemblées générales, de comités de grève, de mandatés révocables…

« Les arrêter et prendre l'offensive » est le titre de la motion sociale du dernier congrès de la Fédération anarchiste. C'est effectivement la seule issue au cauchemar social, sécuritaire et écologique où nous mènent irrémédiablement l'État et le capitalisme.

Fabrice
Groupe la Sociale, Rennes

Liquidation

En finir avec l'Éducation nationale

L'ÉCOLE CONNAÎT MAINTENANT depuis vir un double mouvement qui vise officiell à la sacraliser, d'une part, et à la liqui réalité de l'autre.

Ainsi on n'a plus cessé, depuis le m tère de Chevènement (qui a constitué u véritable rupture dans les orientations de l'école), de vanter l'école, de la flatter, de célébrer les « hussards noirs » multiplier les intentions de « la sauver »

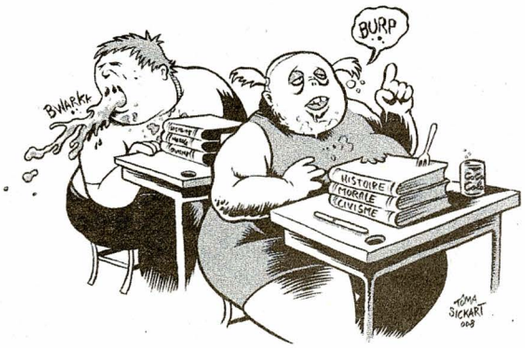
On ne compte plus les ministres sont engagés dans la voie de la restaurat l'autorité perdue des maîtres, de l'efl perdue de l'école de la IIIe République, de l'orthographe rêvée des âges anciens, et des leçons apprises par cœur.

Mais, au même moment, le temps d'école n'a cessé de décroître depuis le début du siècle ; cette année, nous assistons à la disparition du samedi matin, pas pour tous, bien sûr. Ce moins d'école est aussi un moins d'ambition : les nouvelles instructions officielles sont chaque fois un peu plus rétrogrades et vont toutes vers l'instauration de « bas seuils » d'enseignement. Il est fini le temps de l'idéal de l'épanouissement scolaire pour tous. Aujourd'hui c'est le socle commun pour la plupart et pour les élus, seulement, « la statue ».

L'école qui se replie sur elle-même, se concentre également et rêve de larguer l'étage de l'école maternelle, au moins les classes de 2, 3 et 4 ans qu'elle n'a jamais vraiment pris au sérieux. Mais bien entendu on camouflera cela en « CéPétisant » la grande section de maternelle.

Les petites écoles sont liquidées, les écoles rurales fermées, les établissements des villes devront se regrouper en EPEP qui facilitent la gestion « humaine » des personnels et optimisent la constitution de classes chargées par mutualisation des tranches d'âge.

Il faut aussi en finir avec la liberté pédagogique des enseignants et surtout chez les instituteurs chez qui elle était la plus effective. Pour cela rien de plus simple : on proclame cette



rémunération au « résultat »
– en fonction des items des évaluations auxquels ne sont jamais associés ni les parents, ni les enfants, ni les enseignants.

Rajoutez à ceci que l'école qui se concentre sur le minimal (rebaptisé pompeusement « fondamental ») en profite pour larguer les excédents de bagages, c'est-à-dire ce qu'on a appelé dans les années quatre-vingt les disciplines de la sensibilité : exit la place du corps à l'école, de l'expression artistique ; tout cela est remplacé par un vague enseignement théorique à coup d'apprentissages « par cœur » d'éloges de l'histoire artistique de la France…

On va remplacer toute expérience par le cours ; c'est plus économique et moins risqué.

Bien entendu cette école qui se replie sur elle-même, qui se recroqueville, qui perd de son influence et toutes ses ambitions, va pouvoir au moins exercer une nouvelle fonction : le contrôle et le suivi des enfants de milieu populaire, à coups de contrats pédagogiques, parentaux, familiaux et sécuritaires.

Les autres, les enfants des classes favorisées sauront quant à eux trouver ailleurs, dans le privé, les contenus et les expériences, que l'on ne vivra plus à l'école et ce sera mieux : ce sera entre eux. Sûr qu'on va aussi leur faire un petit crédit d'impôt…

Laurent Ott

Affiche de Lénon, 68mai08.org

Prolétaires de tous les pays...

Les Prolos d'la Nuit sont les individus qui n'ont pas droit au chapitre. Ceux qui triment pour quelques piécettes. Le vendeur de journaux, la femme de ménage, le pauvre bougre possesseur d'un CDI qui dort dans sa bagnole, le trimardeur, le soleil de Rouen... Le livreur contraint de faire des heures sup' pour arriver tant bien que mal à joindre les deux bouts, les sans-papiers, les sans rien du tout. Les Prolos d'la Nuit ne militent pas dans les syndicats. Sans aucun doute auraient-ils rallié les opinions d'un Pouget, d'un Libertad, d'un Mécislas Golberg... Mais force est de constater que les théoriciens, les praticiens ne sont plus légion, ou alors nous les méconnaissons ! Ils sont radicaux dans leurs jugements car la radicalité de la vie est leur lot quotidien. Ils n'ont que faire des beaux discours pantouflards. Les anars tentent de les rallier à la cause anarchiste. Le prolo est dur à convaincre tellement il est attaché à son destin de misère. Quel décalage entre sa situation et les autres catégories socio-professionnelles. En avez-vous vu des prolos au 1er mai ? Moi, aucun. Combien de fois ai-je gueulé contre les prolos ! Je ne sais plus. Sans doute qu'une révolution, un renversement de l'état social est un travail de longue haleine. Néanmoins, l'Histoire sort parfois du bois au moment où on ne l'attend pas. Voyez Mai 68. On me rétorque que je suis un pessimiste, voire un millénariste, un apologiste de l'Apocalypse ! C'est vrai et voilà pourquoi je préfère me dire que l'heure arrivera où le prolo ne sera plus obligé de s'esquinter les esgourdes à la machine, de se détruire les neurones au refrain du *panem et circenses*. Il est plus que temps d'aller vers les prolos, les sous-prolétaires, les déclassés, vers ce que Marx appelait le lumpenprolétariat. La praxis, il n'y a que ça de vrai, n'est-ce pas chers compagnes et compagnons !

Ben l'Peinard
Groupe FA Caen

Quand l'autruche éternue. .

Un brassard et des plumes

Tirant tête hors du trou, qu'entend-je ? Commémorant, le 8 mai dernier, l'anniversaire de la fin de la collaboration en France, Sarko mettait les choses au clair : **« La vraie France, elle n'était pas dans la milice, la vraie France, elle avait la voix du général de Gaulle. »** Pas sûr, ça. Ce qui, en revanche, est certain, c'est qu'elle a maintenant la voix de Superdupont... surtout lorsque Sarkodupont se déplace dans une cour d'usine et lâche au sujet de la croissance : **« Je pense que c'est pas foutu. »** Cette manie qu'il a d'être vulgaire, dès qu'il parle à des ouvriers, signe à elle seule le bonhomme.

Cependant la « vraie France » s'exprima ces temps-ci essentiellement dans le champ de l'anti-grève. Santini l'infâme, maire d'Issy-les-Moulineaux et secrétaire d'État à la Fonction publique, fut, une fois encore, envoyé en première ligne : **« Il n'y a pas d'autres moyens de s'exprimer ? Moi, je me rappelle une grève chez moi, les gens avaient mis un brassard, à la japonaise. »** On notera que l'édile, lorsqu'il parle de la ville dont il est le maire, utilise l'expression « chez moi ». On retiendra ensuite ce qu'en pensait, dans le cortège du 15 mai, une syndicaliste de mes amies : **« Un brassard, mais oui... et pourquoi pas des plumes dans le cul ? »** Autruches de tous les pays, ne vous attardez pas par Issy ! Ce jour-là, ce fut un déchaînement qui ne laissait rien au hasard. **« La grève, c'est daté »,** osait un député. **« Défiler, c'est ringard »,** surenchérissait son voisin. Ces pitoyables perroquets ânonnaient les mots d'ordre dictés, débitaient des fadaises aussi vieilles que la grève elle-même. On était à deux doigts de faire donner la troupe, sabre au clair.

Plus sympathiquement ridicule fut ce jour-là Denis Broliquier, maire UMP du IIe arrondissement de Lyon. Opération de com' merdouilleuse ? Toujours est-il que monsieur le maire décida de se charger lui-même du problème. **« Nous avons prévenu les parents que nous (lui et les membres de son équipe) serions là pour accueillir les enfants. »** Résultat : sur les 130 élèves, 30 étaient finalement présents. Les parents auraient-ils rechigné à confier leur progéniture aux élus ? On les comprend, pauvres gosses.

Cela dit, l'offensive anti-grève aura aussi permis de faire oublier le camouflet que fut le rejet, à l'Assemblée, de la loi sur les OGM. Selon Jean-François Copé, ce vote surprise **« c'est quand même pas une catastrophe ! »** Certes, c'est pas la Birmanie, mais tout de même, c'est une claque ? Mais non ! D'après Luc Châtel, porte-parole du gouvernement, **« ça n'a pas beaucoup d'importance, cela ne changera rien ».** Manquerait plus que ça, que le vote des prétendus représentants du peuple empêche Monsanto de nous vendre ses saloperies ! Électeur, mon ami, mon frère (cependant égaré tel un Petit Poucet dont les poches seraient vidées de leurs cailloux blancs), la prochaine fois que tes pas te conduiront, imprudent que tu es, vers l'urne où tu glisseras ta voix (geste qui, au passage, te laissera aphone), souviens-toi que cela ne changera rien. Que ça n'a pas beaucoup d'importance.

Frédo Ladrisse

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

HOLD-UP SUR L'ENVIRONNEMENT

La loi sur les OGM, intégrant, dans le droit français, la directive européenne 2001-2018 de coexistence des cultures, était adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 9 avril, et en seconde lecture par le Sénat, le 17 avril. Une loi qui – libéralisme oblige – protège le fort contre le faible. Le Sénat ayant adopté dans les mêmes termes tous les articles de la loi à l'exception du premier, seul celui-ci devait être à nouveau discuté par les députés les 13 et 14 mai. Il devait s'agir d'une simple formalité, or le projet de loi est finalement rejeté, par 136 voix contre 135, après l'adoption « surprise » d'une motion de procédure déposée par le PCF.

Avides de sensationnel, certains organes de presse parlent de « revers symbolique majeur », de « camouflet pour l'Élysée », évoquent même la « fronde ». Faudrait-il comprendre que la division et l'abstentionnisme – ou plutôt la désertion – de la majorité vont provoquer un changement de société ? Faudrait-il croire que les jeux d'intrigue et la défiance de parlementaires excédés par la rigidité de l'hyperprésidence envers le locataire de l'Élysée puissent accoucher d'un coup d'État ?

Que les réactionnaires et les spéculateurs se rassurent : la tempête n'a même pas lieu dans un verre d'eau, seulement dans un dé à coudre. À la suite du rejet, le Premier ministre a en effet annoncé qu'il convoquerait une commission mixte paritaire chargée de trouver un texte de compromis qui sera présenté au vote des deux assemblées. La seule conséquence dommageable pour le pouvoir en place sera donc un retard de calendrier. Et dans l'attente d'un nouveau texte, la même situation perdurera.

Des risques sous-estimés

Le projet de loi actuel prévoit la liberté de produire avec ou sans OGM, il estime donc possible la coexistence des OGM et des autres cultures, en dépit de nombreux contre-exemples constatés, malgré des nuisances avérées. Les scientifiques s'opposent sur ce point, mais on constate curieusement que les plus optimistes sont le plus souvent financés par les industriels ! Par ailleurs, non seulement les indemnisations prévues pour les agriculteurs dont les cultures sont contaminées sont dérisoires, mais c'est à la victime de prouver la pollution !

Des consommateurs floués

La loi votée consiste essentiellement en une succession d'amendements non contraignants, faisant fi du principe de précaution, et destinés à faire illusion. Une récolte contaminée peut être commercialisée pourvu qu'elle soit suffisamment diluée pour se situer à moins de 0,9 % de contamination, les consommateurs n'étant pas avertis au-dessous de ce seuil. Alors que 80 % des consommateurs refusent les OGM !

Une répression accrue

Pour mieux dissuader toute initiative de désobéissance, la loi instaure un « délit de fauchage », les sanctions contre les faucheurs sont aggravées : deux ans d'emprisonnement s'il s'agit de cultures, trois si la parcelle est destinée à la recherche, et 75 000 euros d'amendes. Plusieurs procès ont déjà eu lieu depuis le début de l'année 2008 (Orléans, Orne, Besançon, Nièvre, Eure-et-Loir...) ; d'autres se tiendront prochainement (Toulouse en juin, Carcassonne et Bordeaux en juillet). L'objectif recherché n'est pas seulement la criminalisation de la dissidence, mais l'asphyxie financière d'individus, d'associations, de syndicats.

Par ailleurs, depuis quelques années, mille maires ont signé des arrêtés visant à empêcher la culture des OGM ; ces arrêtés ont été annulés par les préfets ou les tribunaux administratifs au motif que les maires ne peuvent prendre des décisions contraires à un texte qui leur est juridiquement supérieur ! Vous avez dit « démocratie de proximité » ?

Quelles luttes ?

Non, les OGM ne sont pas susceptibles de relever les « défis alimentaires et environnementaux ». Ils n'ont pas permis de réduire les quantités de pesticides. Quant au problème de la faim, il faut savoir que l'agriculture mondiale fournit aujourd'hui au moins 120 % des besoins de l'humanité : il ne s'agit donc pas d'augmenter la production, mais d'en assurer la distribution, c'est-à-dire de sortir du capitalisme fondé sur la concentration !

Les OGM sont à la fois une réponse que l'agriculture capitaliste tente de trouver aux problèmes qu'elle a elle-même créés (pesticides, fragilité des animaux d'élevages industriels...) et qui lui permettra de poursuivre ses pratiques aberrantes, sa fuite en avant, et un nouvel instrument destiné à augmenter la dépendance à la fois des agriculteurs et des consommateurs, permettant le contrôle total de la chaîne alimentaire, du laboratoire à notre assiette.

Les firmes biotechnologiques visent en effet le monopole de la production de semences en lançant sur le marché des espèces dont elles détiennent les brevets. C'est la détention de ces brevets qui permet notamment au complexe génético-industriel d'empêcher la souveraineté alimentaire des peuples, d'imposer une technologie dont, visiblement, les populations ne veulent pas. Les OGM ne se justifient que par l'existence des droits de propriété intellectuelle. Cette course au brevet est l'aboutissement d'un processus qui a débuté il y a cinq siècles, celui de l'appropriation et de la privatisation des grands écosystèmes. De la propriété privée des moyens de production à celle des moyens de reproduction, la boucle est bouclée !

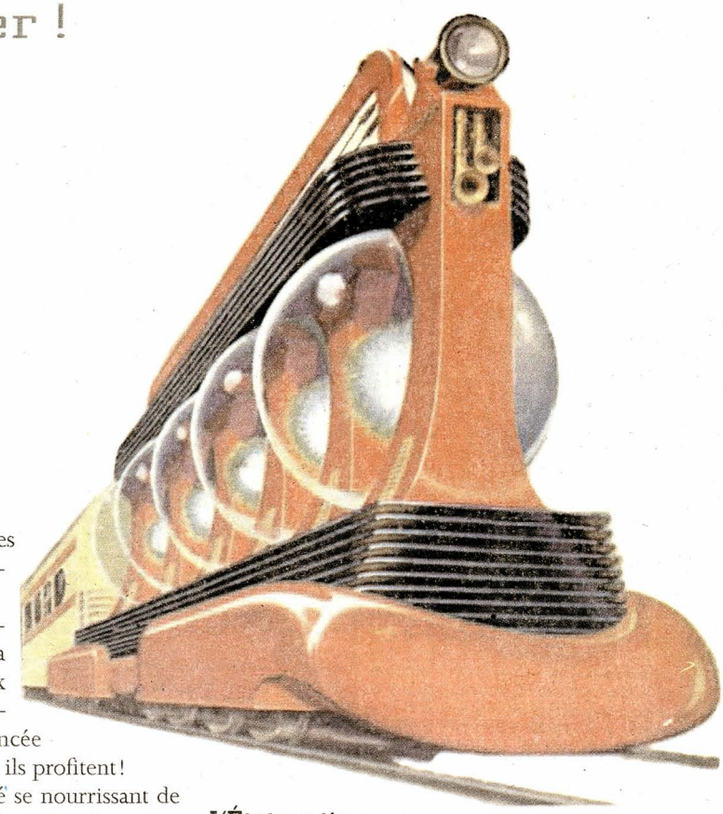
Outre le fait qu'il comporte des risques pour la santé, ce « commerce illégal du colonialisme moderne », cette « biopiraterie », ce « hold-up sur le vivant » a déjà des conséquences dramatiques pour les agriculteurs ; des économies risquent d'être ruinées du fait du remplacement des produits naturels par des produits fabriqués par des transgéniques. Ces conséquences légitiment totalement les actions de désobéissance civile comme le fauchage de parcelles ensemencées en OGM. Mais ces opérations resteront sans effet (comme d'ailleurs la demande d'un moratoire ou l'étiquetage des produits) si elles ne s'inscrivent pas dans une lutte plus vaste.

Il y aurait danger à laisser dépolitiser la question des OGM. Ce qui est en jeu, c'est non seulement le libre choix et la qualité d'une alimentation, non seulement un mode de production agro-industriel, c'est le système qui a rendu possibles ces OGM, le système capitaliste lui-même.

Jean-Pierre Tertrais
Groupe la Sociale, Rennes

Bouygues-Eiffage-Vinci

vous remercie d'avoir choisi sa ligne de chemin de fer !



Un coup de plus pour la mise à mort du service public ferroviaire. Déjà, la mise en concurrence des opérateurs ferroviaires sonnait la fin du service public; en effet, le « monopole » de la SNCF comme opérateur permettait (tant bien que mal) de faire une péréquation entre les trains rentables et les autres. La SNCF fait maintenant courir chacune de ses activités (Fret, TGV, TER, ex-Corails, Transilien, etc.) sous leur propre casaque et tant pis pour celles qui tirent la langue sur le plan comptable.

Cela prépare l'abandon, dans le cadre de la libre concurrence voulue par les dirigeants des pays européens, de tout ce qui ne rapporte pas de fric, bien que nécessaire à une partie de la population.

Nouvelle trouvaille : la mise en concession d'une nouvelle ligne à grande vitesse (LGV).

En effet, afin de désengorger la ligne du TGV Atlantique (Paris-Orléans-Tours-Bordeaux), la construction d'une LGV entre Tours et Bordeaux a été décidée. Mais surprise : la ligne sera construite puis mise en concession dans le secteur privé par le biais d'un partenariat public-privé (PPP). Bouygues, Eiffage et Vinci sont en lice pour l'obtention du contrat.

De la farce. .

Le partenariat public-privé n'est qu'un montage financier qui consiste à faire cofinancer la construction de la LGV (7 miliards d'euros) pour ensuite la mettre en concession à un « partenaire privé » qui l'aura construite. À la manière des autoroutes, une entreprise va se retrouver rétribuée par le biais de péages ferroviaires pour l'utilisation de la ligne.

Le tronçon Angoulême-Bordeaux a été déclaré d'utilité publique il y a deux ans (et il en sera vraisemblablement de même pour le tronçon Tours-Angoulême). Le principe veut donc que l'État prenne en charge sa mise en place. Les collectivités locales sont aussi appelées à participer au financement.

La société qui remportera le contrat se retrouvera donc à louer sa ligne aux opérateurs ferroviaire – ligne qu'elle n'aura financée qu'en partie ! Nous payons, ils profitent !

De plus, le secteur privé se nourrissant de bénéfices, il sera tentant de fixer les péages ferroviaires à des prix élevés, ce qui se répercutera sur le prix du billet payé par l'usager (pardon le client, ne soyons pas conservateurs !).

. .au dindon

Après avoir vu la farce du financement, on est en droit de se demander qui en est le dindon. Et, comme toujours, le dindon c'est l'usager ! La tendance déjà avancée de l'abandon des dessertes classiques au profit des lignes grandes vitesses va s'amplifier. En effet, à RFF, comme il était d'usage à la SNCF (et dans d'autres services publics), l'argent rapporté par certaines lignes rentables comblait la perte sur les autres lignes.

La perte des péages ferroviaires par RFF sur des lignes rentables va réduire les fonds à disposition pour l'entretien des lignes non rentables (déjà dramatique sur certaines).

La dette, c'est chouette !

La mise en place du PPP est justifiée par la dette déjà lourde de RFF. Alors qu'il apparaît logique que l'entretien des voies entraîne un certain coût et que cela soit supporté d'abord par l'État et non les usagers, la dette est l'outil de communication idéal pour faire passer la pilule.

La dette c'est mal, donc il faut accepter des sacrifices : fini les « cadeaux » aux usagers. Maintenant il faut être réaliste et donc être rentable !

L'État se tire, aidons-le !

Dans tous les secteurs (éducation, santé, aides sociales, transports) où l'État pouvait justifier du bienfait de son existence, celui-ci se désengage. L'État – fort de son arrogance – se débarrasse de tout ce qui lui semble être des boulets afin d'assumer pleinement sa raison d'être : servir la classe dominante.

Il ne cherche qu'à garder son rôle de législateur, de justicier masqué et à maintenir l'ordre. Il est grand temps de rendre les coups que l'on se prend dans la gueule depuis des années (des siècles si l'on ajoute nos ascendants).

L'État est inutile et nuisible pour nous ? Débarrassons-nous en !

Si Eiffage et autres Bouygues peuvent construire des lignes, des écoles, c'est que nous pouvons le faire en notre nom ! Gérons nos transports, notre éducation, nos services de santé comme nous le voulons. Profitons que l'État se mette en retrait pour le bouter hors de nos vies. Quitte à financer nous-mêmes nos propres services publics, que cela soit à notre service plutôt qu'à celui des patrons et des actionnaires. Nous les ferons à nos besoins et non à ceux du capital !

D'jo

Tantôt usager, tantôt cheminot et toujours militant à la Fédération anarchiste

65e congrès de la Fédération anarchiste

du 10 au 12 mai 2008 au Villard

Du 10 au 12 mai dernier, les militants de la Fédération anarchiste ont tenu leur congrès sur un plateau du Limousin, au Villard, dans la Creuse. Des débats, riches et nourris sur la situation actuelle, sont ressorties quatre motions que nous vous communiquons ci-après.

Motion décroissance

En 2008, le constat d'une crise environnementale globale (épuisement des ressources, effet de serre, déforestation, dégradation de la biodiversité…) est désormais largement partagé.

Partout, la réponse des tenants du système capitaliste consiste à désamorcer la contestation en organisant le consensus autour de fausses solutions. En France, cette stratégie s'est traduite par l'organisation d'un Grenelle de l'environnement. Les solutions proposées visent avant tout à offrir de nouveaux débouchés au complexe industriel. La fuite en avant technologique aboutit à des aberrations, comme les agrocarburants, dont le développement entre directement en concurrence avec la production alimentaire et accélère la déforestation.

Face aux ravages causés par le développement durable… du système capitaliste, les populations en sont réduites en France à contester la baisse de leur pouvoir d'achat tandis que dans plusieurs pays éclatent des émeutes de la faim.

Le système connaît aujourd'hui un basculement. Si aucun gouvernement ne le reconnaît encore, ce sont bien les limites physiques de la planète qui sont largement dépassées: nous savons que, désormais, le coût du pétrole ne baissera plus.

Le discours dominant s'enferre dans une attitude schizophrène: poursuivre la logique productiviste en accélérant la croissance (rapport Attali) tout en culpabilisant les individus par rapport à leur consommation (discours de Nicolas Hulot). Le démantèlement des services publics participe en ce sens à la disparition de toute gestion collective en limitant ses prestations aux seuls individus solvables.

Insister sur les solutions technologiques et entretenir l'illusion d'une croissance propre permet à la classe dirigeante d'éviter le niveau politique, notamment les questions explosives de la répartition et de la redéfinition des richesses. En effet, le capitalisme, qui tire profit du gaspillage des ressources, est condamné à la croissance.

Sur une planète peuplée de neuf milliards d'individus en 2050, il n'y aura pas d'avenir durable, sans un ralentissement du cycle production-consommation. La seule perspective est une forte réduction de la sphère marchande et donc une diminution du temps de travail (travailler moins pour vivre mieux), bénéfique tant pour l'individu que pour la société: développement du relationnel, usage optimal, social et économe des biens et des services produits.

La relocalisation de l'activité économique doit permettre de renforcer l'autonomie des individus. Toutefois, il faut se garder de toute tentation autarcique de repli sur soi: aucun îlot écologiste ne pouvant survivre dans un océan capitaliste, l'objectif reste l'élimination du système capitaliste.

Contrairement au projet réformiste de décroissance soutenable, nous réaffirmons qu'il est parfaitement illusoire de s'en remettre à l'État, alors que celui-ci depuis toujours concentre les moyens et oriente la production au service des multinationales (subventions, infrastructures, recherche et développement, crédits de formation, privatisations, externalisation des coûts, prise en charge des pertes financières, etc.).

La participation d'écologistes dans les institutions montre que les étapes vers l'accession au pouvoir sont jalonnées de tous les renoncements et de toutes les trahisons.

L'autolimitation de l'activité humaine tenant compte des capacités de la planète ne peut résulter que des individus eux-mêmes, s'autogérant et se fédérant entre eux: c'est justement le projet de société libertaire!

La croissance est vitale pour le capitalisme, la décroissance lui est mortelle.

Un certain nombre de pratiques alternatives existent dans la société actuelle, préfigurant un autre futur. Mais aucune autre société ne sera possible tant que ne sera pas mis fin à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, les pays riches se satisfont de pseudo-progrès en matière d'environnement alors qu'ils tirent leur niveau de consommation insoutenable de l'exploitation des pays du Sud.

Désormais, nous savons que la décroissance est inévitable, et l'humanité se trouve face à un choix décisif, l'organiser ou la subir: écologie sociale ou barbarie!

Ne pas rompre définitivement avec la croissance, c'est condamner les populations à un avenir proche dans lequel les classes dirigeantes imposeront des restrictions toujours plus sévères au prix d'un contrôle social toujours plus fort, et de populations livrées à toutes les guerres et à toutes les pénuries.

À l'opposé, la Fédération anarchiste est porteuse d'un projet qui permet aux individus de gérer la société eux-mêmes: une révolution sociale, écologique et libertaire!

Motion anti-religions

La Fédération anarchiste, regroupée lors de son 65e congrès au Villard (Creuse), adopte la motion suivante :

Nous constatons aujourd'hui la résurgence du religieux, compagnon et outil du capitalisme-néolibéralisme, dans la vie sociale, politique et économique. Le développement du prosélytisme religieux, se manifestant en particulier dans le repli communautaire de fractions de plus en plus importantes de la population, donne un regain de vigueur à l'obscurantisme.

L'érection d'une statue représentant l'ancien pape à Ploërmel, le retour prononcé du créationnisme comme matière universitaire, le développement des églises évangélistes, etc. sont des symptômes parmi tant d'autres de ce renforcement et de l'invasion du religieux dans la sphère publique. Au niveau international, les oppositions religieuses engendrent de plus en plus de conflits, jetant quotidiennement des centaines d'individus dans des guerres de fanatisme.

Les attaques contre la liberté des femmes à disposer de leur corps et les actes homophobes se font plus virulents. La réaction des États est une complicité active. Le récent discours du président français, à Latran, a réaffirmé la supériorité du curé sur l'instituteur. L'Union européenne continue de se construire sous les auspices de la chrétienté et des autres religions, et, en plus du développement des institutions privées confessionnelles, les intrusions des références religieuses dans les écoles et l'éducation se font de plus en plus fréquentes. Des maires PCF posent les premières des mosquées... Cette offensive de la religion, assurant son rôle traditionnel de contrôle social de la soumission, rencontre une opposition qui n'est pas à la hauteur du danger. Cette quasi-indifférence permettra, si rien n'est fait, aux religions et aux sectes de tout poil d'imprégner pernicieusement les esprits et de retrouver une influence que nous pensions disparue.

Il nous semble impératif de réagir de façon énergique. La venue en France du pape, dans ce contexte, constitue une occasion pour nous d'affirmer notre volonté de s'émanciper et de s'épanouir hors du joug aliénant et oppressant des religions.

À bas l'obscurantisme ! À bas toutes les religions ! Vive l'anarchie !

Motion contre les centres de rétention

Les politiques migratoires continuent de se durcir, en France comme dans la plupart des autres pays riches (et de manière coordonnée pour l'Union européenne) : le nouveau gouvernement met en place un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, promulgue de nouvelles lois rendant encore plus difficiles le regroupement familial et la régularisation des sans-papiers, crée des brigades entièrement dédiées à la chasse aux sans-papiers, annonce des objectifs chiffrés en termes d'expulsion... L'État réduit ainsi les personnes à des chiffres, à la manière d'un stock de marchandise. Interviennent d'ailleurs aussi des enjeux économiques : côté pile, « immigration choisie » par les (et au profit des) patrons ; côté face, l'État place les travailleurs sans papiers dans une situation de fragilité administrative qui les met à la merci des exploiteurs. Cette politique a des accents xénophobes et racistes, flagrants lors des contrôles au faciès.

Suite à ces contrôles – et rafles – les migrants sans papiers, majeurs comme mineurs, sont souvent placés en rétention. Les centres de rétention sont des lieux d'enfermement administratif réservés aux sans-papiers. En 2007, plus de 35000 personnes ont été enfermées dans les centres de rétention français, ceux des DOM-TOM étant particulièrement abjects. Dans ces centres, pour la plupart saturés, les détenus peuvent être fortement réprimés, leurs droits sont bafoués.

La nourriture parfois périmée, les conditions d'hygiène douteuses, notamment à Nanterre et à Marseille, la chaleur étouffante en été, le froid glacial en hiver, l'absence d'espaces de promenade, aucun cadre médical ni psychologique et l'inexistence de recours de manière générale engendrent chez certains retenus un désespoir les poussant à l'automutilation, à la grève de la faim et parfois même au suicide.

Suite à la vague de révoltes de début 2008, les mesures de répression ont été durcies : humiliations quotidiennes, fouilles permanentes, tabassage et gazage. À l'échelle européenne, le prétexte de l'harmonisation est avancé dans le but de porter la durée légale de rétention à dix-huit mois. Il existe également le problème des zones d'attente internationales dans les aéroports, où les retenus sont soumis aux seules lois de la police de l'air et des frontières. En cas d'expulsion, quasi systématique, elle se fait vers le dernier pays de transit, parfois inconnu du migrant.

En tant qu'anarchistes, nous sommes opposés à toute forme d'enfermement (prisons, hôpitaux psychiatriques, centres de rétention...). Priver un être de liberté est un acte barbare, avilissant, et constitue une torture physique et psychologique. L'enfermement à long terme conduit à une mort lente, et même à court terme les dégâts sont considérables, voire irréversibles. Il prive l'individu et ses proches de droits fondamentaux comme le droit à une vie sociale et familiale, le droit à l'intimité, le droit à la sexualité. Il s'accompagne généralement, en plus, de brimades, de coups et d'humiliations.

L'enfermement est à ce point insupportable qu'il pousse nombre de détenus à attenter à leur vie, la mort représentant une échappatoire à une vie inhumaine. C'est une des pires formes d'oppression.

Ni patries ni frontières ! Liberté de circulation et d'installation pour tous !

Stop au pillage des pays pauvres !

Arrêt des rafles ! Arrêt des expulsions !

Fermeture des centres de rétention ! À bas les prisons, toutes les prisons !

Motion Urgence sociale

Le 65e congrès de la Fédération anarchiste constate que l'analyse faite lors de son congrès de 2007, dans la motion Urgence sociale, se trouve totalement confirmée par les faits : « Le programme de casse sociale et de répression mis en place par le capital, déjà bien initié par les gouvernements précédents, de droite comme de gauche, se retrouve encore plus en position de force. [...] Les plus précaires, les immigrés avec ou sans papiers, les sans-domicile vont être particulièrement touchés par la radicalisation de la répression. »

« Les centrales syndicales, loin de construire la mobilisation sociale se résignent, en échange de leur survie, à négocier la remise en cause du droit de grève, du Code du travail, du contrat de travail ; à faire passer pour de nouveaux droits la flexisécurité qui n'est que la perte des acquis collectifs de la classe ouvrière. [...] L'application de l'accord majoritaire dans les entreprises s'assortit de la dérogation à la hiérarchie des normes. »

Il faut d'abord arrêter de toute urgence ce rouleau compresseur. Sinon, il ne restera rien, avec les franchises médicales, de l'esprit de la Sécurité sociale, il ne restera rien des services publics et des statuts des personnels avec la « Révision générale des politiques publiques » et les propositions Attali (ancien conseiller de Mitterrand).

Il ne restera rien du système des retraites par répartition. Il ne restera rien de la laïcité, alors même que Sarkozy déclare que la « question sociale est subsidiaire » mais que celle de Dieu est fondamentale.

L'issue ne peut relever des élections. L'évidence devrait s'imposer : la raclée prise par l'UMP aux élections municipales n'a pas changé d'un iota les orientations pour lesquelles Sarkozy a été missionné par les marchés. Pas plus qu'en 2004 après la débâcle de la droite aux régionales ou qu'en 2005 après le non au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

La solution ne viendra pas non plus des combinaisons politiciennes : qu'attendre du PS alors même que son secrétaire général déclare, au lendemain des municipales : « Nous ne sommes pas là pour contredire ou rendre illisible la politique du gouvernement » ?

Qu'attendre d'une énième mouture d'un parti pseudo anticapitaliste, mais qui se situe déjà clairement dans une logique électoraliste, sinon confusion politique, opportunisme et perte de temps ? Comment compter sur les directions des confédérations syndicales alors même que la bagarre des cheminots (régimes spéciaux) d'octobre 2007 a été sabotée, que l'accord sur la « modernisation du marché du travail » a été signé par quatre confédérations et que la position commune sur la représentativité syndicale constitue une étape décisive pour l'intégration, au détriment de sa combativité, du syndicalisme dans l'appareil d'État.

Face à ce plan politico-syndical bien huilé qui s'organise un peu partout, et jusque dans les centres de rétention administrative, il existe tout de même des grains de sable : les luttes des sans-papiers (salariés ou non) qui s'organisent partout, les bagarres contre les plans de licenciements, contre les suppressions de postes dans les écoles, dans les hôpitaux, pour la hausse des salaires, pour le retour aux 37,5 annuités... Dans le monde, le capitalisme, pour maintenir son taux de profit, doit sans cesse augmenter le taux d'exploitation des ressources humaines et naturelles. Les récentes émeutes de la faim attestent du caractère explosif de la situation, même si les résistances sociales aujourd'hui restent globalement dans le cadre du système.

La croissance économique utilisée comme fuite en avant par le capitalisme pour masquer les inégalités sociales et la pauvreté a accéléré l'épuisement des ressources et fait atteindre les limites physiques de la planète. Renforcée par la spéculation, c'est bien l'augmentation du prix du pétrole devenu rare – et donc aussi de l'ensemble des produits manufacturés – qui rogne sérieusement le pouvoir d'achat au Nord et déclenche des famines au Sud.

Face à ces attaques concertées du patronat et de l'État, qui ne visent qu'à enrichir les actionnaires au détriment des travailleurs, il faut une réponse commune des exploités. Il reste donc à fédérer ces mouvements sociaux épars dans un mouvement d'ensemble qui s'appelle la grève générale autogestionnaire.

Le 65e congrès de la Fédération anarchiste appelle à la tenue dans les ateliers, les services, les bureaux, d'assemblées générales décisionnaires avec des mandatés révocables, pour préparer la lutte, d'une part contre chacune des mesures régressives prises par leur patron ou le gouvernement, et d'autre part, plus globalement, contre la politique d'appauvrissement généralisé des populations. Face à l'État et au patronat, les travailleurs du secteur public et du privé doivent pouvoir conduire et contrôler leurs propres luttes sans se préoccuper de ceux qui n'aspirent qu'à les diriger.

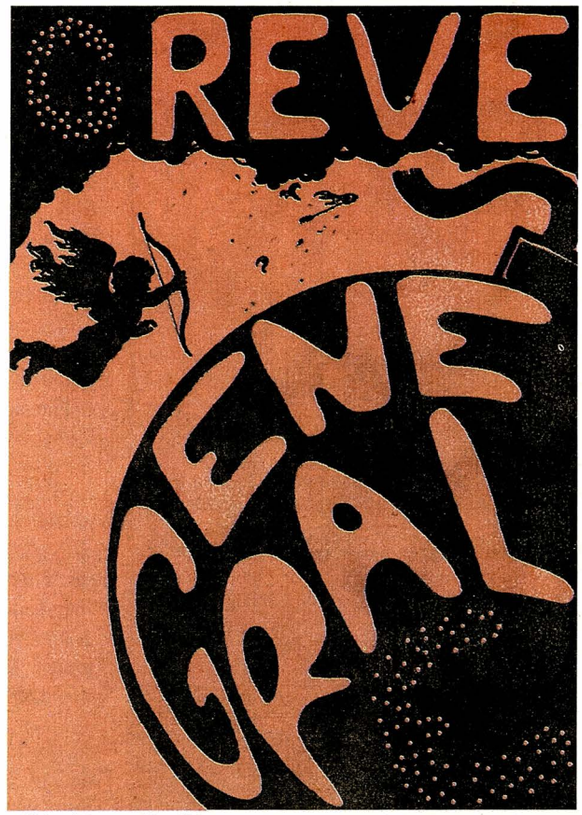
Le congrès appelle les jeunes, les chômeurs, les retraités à se joindre aux luttes interprofessionnelles, professionnelles et spécifiques.

Alors, de ces résistances et de ces pratiques pourra naître la perspective d'une grève expropriatrice et gestionnaire : gérons nous-mêmes nos entreprises puisque c'est nous qui y créons les richesses, gérons nous-mêmes la sécurité sociale, les écoles, les hôpitaux et les caisses de retraites, solidairement, avec de vrais moyens gérés collectivement, puisque nous sommes les premiers concernés, gérons nous-mêmes nos quartiers, nos villes, nos zones rurales puisque c'est nous qui y vivons. C'est la seule issue à l'impasse suicidaire du capitalisme.

Le « grand soir » des anarchistes

la nuit des barricades du 10 mai 1968

« La révolution est une fleur carnivore » ; « Vive la Commune du 10 Mai ». Écrit en grandes lettres rouges sur un mur, à l'angle des rues Lhomond et d'Ulm, dans la nuit du 10 au 11 mai 1968.
Dédié à Germinal Clémente, Christian Lagant et quelques autres compagnons, qui n'ont pas supporté le retour à la « normalité » et ont choisi d'anticiper sur le terme de la vie. Nous ne les oublions pas.



Affiche d'Ernest, 68mai08.org.

Le flûtiste

LA COMMÉMORATION du 40e anniversaire de Mai 68 donne lieu à toutes sortes d'interprétations, souvent contradictoires. Entre la volonté de la droite de le « liquider » et les rodomontades des uns et des autres se présentant comme d'ex-soixante-huitards, s'autoglorifiant à coups de cymbales, grosses caisses et tambours médiatiques, l'essentiel est passé sous silence : qui étaient à ce moment sur les barricades et affrontèrent les forces de l'ordre lors de la nuit du 10 mai 68 qui a servi de détonateur pour la période ? Les mêmes qui ont embrayé ensuite dans les Comités d'action étudiants-ouvriers pour aller se coltiner avec les piquets de grève devant les grandes usines, tenus par les chiens de garde cégétistes-PC, afin de déclencher les grèves solidaires ? Que l'on permette à ce sujet à un anonyme, témoin, observateur et acteur de ces journées, de jouer un peu de sa flûte pour fournir quelques notes discordantes dans ce concert de menteries et mythomanies.

Ceux qui étaient là et ceux qui n'y étaient pas.

Tout d'abord, il faut dissiper une confusion de terminologie : à cette époque, il y avait des groupes, composés d'étudiants ou de jeunes pour la majorité, se réclamant soit des idées libertaires ou assimilées ; à savoir la Fédération anarchiste, laquelle tenait d'ailleurs ce même soir du 10 mai 1968 son gala annuel à la Mutualité avec Léo Ferré en vedette ; d'autres groupes anarchistes comme Noir et Rouge, transformé en groupe-non-groupe à la fac de Nanterre, et dont les membres s'étaient engagés dans le Mouvement du 22-Mars (avec Dany Cohn-Bendit et Jean-Pierre Duteuil), puis l'UGAC (Union des groupes anarchistes-communistes), l'Union anarcho-syndicaliste (UAS), la CNT française, et un certain nombre d'individus et de groupes autonomes, dont par exemple Gaston Leval et son cercle des Cahiers de l'humanisme, tous très présents, comme s'ils s'étaient donné rendez-vous ce soir-là ; soit un nombre total de trois cents à quatre cents, parmi les quelques milliers de manifestants. Il faut leur ajouter un nombre non négligeable de membres des groupes surréaliste, lettriste, situationniste et ultragauche (dits marxistes-révolutionnaires), également présents en cette heure fatidique. En dehors d'eux, parmi ceux qui n'étaient pas là et ne participèrent pas à cette fameuse nuit, il y avait

1968 2008

On r'met ça !

Depuis maintenant le 1er mai, *le Monde libertaire* hors série numéro 34 est disponible en kiosque et ce jusqu'au 11 juin. Vous pouvez également vous le procurer auprès des ventes militantes ou encore à la librairie du Monde libertaire pour la modique somme de 3 euros. Ce numéro en forme de pavé dans la gueule du pouvoir porte des regards à la fois sur Mai 68 et rappelle l'actualité de notre projet libertaire toujours et plus que jamais de mise.

ceux qui eux-mêmes se qualifiaient de « gauchistes », c'est-à-dire se situant à la gauche du Parti communiste et faisant surenchère de démagogie pour séduire sa supposée clientèle ouvrière, c'est-à-dire toutes les variétés possibles de trotskystes et maoïstes. C'est par abus de langage que les médias ont attribué cette appellation de « gauchistes » aux participants de Mai. En revanche, ce sont ces mêmes « gauchistes » qui s'en sont attribué le mérite, alors qu'ils n'en ont été que les récupérateurs, pour ne pas dire les « charognards ». En dépit des faits têtus, car ils étaient complètement à côté de la plaque, n'avaient rien compris à la situation; pour eux, les étudiants n'étaient que des petits-bourgeois, les jeunes en général quantité négligeable et, en conséquence, ils n'y prêtaient guère attention, ne visant que les « ouvriers », lesquels dans leur majorité n'en avaient que foutre. Autre différence, ces « gauchistes » mettaient en avant la lutte anti-impérialiste contre la guerre du Vietnam menée par les Américains, alors que les libertaires avaient été pour la plupart guéris du tiers-mondisme, échaudés par l'évolution de l'Algérie après son indépendance, et n'entretenaient aucune illusion sur les régimes dictatoriaux africains, nés de la décolonisation, ni sur le castro-guévarisme, caricature stalinienne d'une révolution, ayant éliminé de la même manière ses participants libertaires qui l'avaient aidée à triompher.

Il y avait donc une nette séparation et même une forte hostilité entre ces deux tendances. Les premiers étaient mobilisés par les luttes antifranquiste en Espagne et anticapitaliste en France et dans le monde, y compris contre le capitalisme d'État des pays dits « socialistes » de l'Est. Il faut rappeler ici comment les insurrections antitotalitaires de Berlin-Est en 1953 et des conseils ouvriers hongrois de 1956, écrasées par les chars de Moscou, avaient été déclarées comme « fascistes » et « réactionnaires » par les communistes et leurs fidèles (dont beaucoup de futurs trotskystes et maoïstes). Cela, alors que les crimes staliniens venaient d'être dénoncés peu auparavant, lors du XXe congrès du Parti communiste soviétique de 1956, par le même Khrouchtchev qui avait fait tirer à la suite sur les insurgés de Budapest. Le masque était alors tombé et nombreux furent ceux qui avaient abandonné le « camp progressiste », devenu à leurs yeux l'incarnation odieuse d'une dictature totalitaire, où le mensonge était roi. Malgré cela, les « gauchistes » en étaient encore à glorifier les dinosaures marxistes-léninistes et à se pâmer devant leurs disciples vietnamiens ou castro-guévaristes.

L'agitation estudiantine depuis plusieurs semaines avait fini par cristalliser la volonté d'en découdre, non seulement d'étudiants engagés, mais des jeunes en général. Et lorsque Dany Cohn-Bendit fit circuler ce soir-là, par haut-parleur, le mot d'ordre (probablement le seul acte à mettre à son actif, le personnage étant par ailleurs « imbuvable »), « d'occuper le Quartier latin », puisque la « police occupait la Sorbonne », il fut bien entendu et certains manifestants se mirent immédiatement à l'œuvre: se servant des poteaux des panneaux de signalisation (cassés en les oscillant de gauche à droite), comme de barres à mine, ils commencèrent à dépaver la chaussée des rues situées entre la place Edmond-Rostand (en face du jardin du Luxembourg), les rues Soufflot, Gay-Lussac, Saint-Jacques, Claude-Bernard, et celles à l'arrière du Panthéon, jusqu'à la Contrescarpe et la rue Mouffetard.

Fait remarquable: les quelques étudiants de gauche ou « gauchistes » présents tentèrent de dissuader de dépaver et de construire des barricades, traitant leurs constructeurs de « provocateurs ». Ils furent promptement éconduits; il fut ainsi vivement conseillé à certains de ces « modérateurs » de retourner sur leurs prie-dieu au centre Richelieu (situé à l'angle de la place de la Sorbonne et du boulevard Saint-Michel, c'était à l'époque le grand centre des étudiants catholiques, remplacé depuis par une boutique à fripes), ils se virent alors obligés d'avouer piteusement qu'ils étaient de l'UEC (Union des étudiants communistes) !

En peu de temps, toute cette partie du Quartier latin fut couverte de barricades. Un engin de terrassement, opportunément présent rue Gay-Lussac, fut mis à contribution par un habile technicien. Ce n'est que lorsque la police chargea vers minuit passé que des voitures stationnées là furent dressées et utilisées comme remparts; il est même probable que leur incendie se déclara avec la pluie de grenades lancées par les policiers, mettant le feu à l'essence répandue par terre.

Les affrontements furent extrêmement violents: de nombreux jeunes refusèrent de se replier et, véritables kamikazes, s'engagèrent dans des combats de corps à corps. Faisons ici une mise au point sur le mythe du lancer de pavés: il aurait fallu être un champion olympique de poids ou de javelot pour pouvoir en envoyer efficacement à plus de quatre ou cinq mètres: ils n'étaient bons qu'à la construction des barricades et ne constituaient surtout que le symbole des traditions révolutionnaires parisiennes.

À signaler que les habitants du quartier, témoins indignés des brutalités policières, prirent le parti des étudiants, lancèrent des seaux d'eau pour atténuer l'effet des grenades de gaz lacrymogène et recueillirent des manifestants chez eux, ce qui n'empêcha pas les policiers de pénétrer dans les immeubles et d'y poursuivre les manifestants jusqu'à l'intérieur des appartements.

Dans la soirée, au gala du *Monde libertaire*, lorsqu'on apprit les événements, Léo Ferré fit une annonce invitant les volontaires à aller se joindre aux combattants de la rue. Ce renfort fut très précieux et aida à repousser à plusieurs reprises les charges policières dans les petites rues à l'arrière de la Contrescarpe, les habi-

Affiche

e Prosésie, 68mai08.org.

tants envoyant de leurs fenêtres de l'eau contre les gaz lacrymogènes. Toutes ces dernières barricades furent tenues principalement par des anarchistes: celles de l'Estrapade, de Thoin, Blain, Toumefort (quelques-uns y établirent une barrière de voitures en feu, ce qui empêcha la barricade de la rue du Pot-de-Fer – la bien nommée! – d'être prise à revers: elle fut la dernière à tomber après 5 heures du matin).

Réfugié de justesse au laboratoire de l'École normale supérieure de la rue Lhomond, un manifestant entendit de derrière la grille l'interrogatoire d'une femme (peut-être même une « femme du monde », sortie d'une séance de cinéma ou d'un théâtre du quartier, prise par l'ambiance festive et ludique du moment, comment on en avait vu certaines manier les pavés pour construire des barricades ce soir-là), par un policier lui demandant de montrer ses mains. Comme elles devaient être sales – preuve du maniement de pavés aux yeux du pandore –, elle eut droit à sa ration de matraque! (Comme avec Gallifet pendant la Commune de 1871 qui demandait aux communards prisonniers de montrer leurs mains afin de reconnaître les ouvriers et de les envoyer à l'abattoir.) Monté sur le toit de l'immeuble vers 6 heures, alors qu'il commençait à faire jour, le même manifestant vit des corps étendus dans les rues avoisinantes et des secouristes qui s'affairaient autour d'eux. Vu l'âpreté des combats, il y eut indubitablement beaucoup de victimes parmi les manifestants: blessés, mutilés, gazés ou peut-être même décédés, car il y eut curieusement à cette époque des victimes d'accidents de la circulation à quelques dizaines de kilomètres de Paris, présentant la particularité de ne posséder ni voiture ni même le permis de conduire! Parmi les amis et connaissances qui se fréquentaient au resto universitaire Jean-Calvin et dans les bistrots du quartier, situés alentour de la rue Mouffetard, ayant participé à cette mémorable soirée, il y en a qui n'ont jamais été revus. Comme on ne se connaissait que de vue ou par des prénoms, il fut difficile d'élucider leur absence ou disparition. Le Mouvement du 22-Mars et le SNESUP organisèrent bien des commissions d'enquête à ce sujet. Ils se heurtèrent souvent au silence des familles, probablement intimidées et dont le domicile était gardé par la police.

Toutes ces circonstances expliquent le choc provoqué dans l'opinion: les syndicats, organisations et partis de gauche se virent obligés de réagir en appelant à manifester le 13 mai. Ce n'est qu'à reculons, les jours suivants, qu'ils suivirent les grèves spontanées de solidarité déclenchées dans le pays. C'est à ce moment que les « gauchistes », complètement largués jusque-là, commencèrent à tenter de récupérer le mouvement, à étaler leur camelote dans la cour de la Sorbonne et à monter des comités bidon, mais ceci est une autre page de la période.

L. F.

La Chine en Afrique

Pierre Sommermeyer

« **Le président** de la République populaire de Chine, Hu Jintao, s'est efforcé de minimiser la distance entre son pays et l'Afrique par huit visites d'État. C'est son premier déplacement outre-mer en 2007 et son troisième en Afrique depuis qu'il a accédé à la présidence. »

C'est ainsi que le site officiel de la présence chinoise en Afrique, chinafrique.com, en présente la « coopération tous azimuts ». Ce qui est certain, c'est que cela montre bien l'importance de ce continent pour la Chine. Ce pays a un gros avantage aux yeux des Africains, il n'est lié en aucune sorte au colonialisme ; s'il fut présent sur les côtes orientales du continent, ce fut bien avant l'arrivée des Portugais. En plus, le Chinois est coloré, donc il est différent du Blanc, incolore par définition. Enfin, en aucune façon les Chinois n'apparaissent comme des donneurs de leçons. La façon dont les Africains se gouvernent est leur problème. La Chine veut juste faire des affaires. Si la coopération sino-africaine est efficace, tout le monde y gagnera. Cela correspond-il à la réalité ? C'est à voir.

La Chine et la Zambie

Au début de février 2008, lors de son passage en Zambie, le président chinois, Hu, a déclaré que les relations entre la Chine et la Zambie représentaient « une nouvelle forme de partenariat stratégique ». Pourtant, l'accueil ne fut pas aussi chaleureux que le voudrait le discours officiel. Selon la presse locale, il y aurait eu plus de réclamations que d'acclamations. Un mois avant l'arrivée de Hu Jintao, une usine chinoise de textile venait de fermer, laissant un millier d'ouvriers sur le carreau. Les nouveaux intérêts chinois se portant sur l'extraction de minerai et autres ressources naturelles, et les biens de consommation courante, donc le textile à des prix subventionnés, arrivant en masse, elle était devenue inutile.

Malgré tout, la puissance chinoise débarque en force dans ce pays. Dans les cinq prochaines années, cinquante compagnies chinoises prévoient d'investir plus de 800 millions de dollars dans la zone détaxée de Zambie située dans la ceinture du cuivre, à 420 kilomètres au nord de Lusaka, la capitale. Ces investissements permettront au pouvoir zambien de construire des routes et de développer les télécommunications comme la distribution de l'eau.

Le ressentiment de la population zambienne

Les choses ne se passent pas toujours comme on voudrait. Cette présence massive devient insupportable, semble-t-il. La présence croissante des Chinois en Zambie est à l'origine de l'offensive de l'opposition politique qui accuse le pouvoir zambien de favoriser l'exploitation croissante de la main-d'œuvre locale.

Cette hostilité est si forte que le président chinois a abandonné les plans de lancement d'une fonderie dans une mine de cuivre appartenant à son pays, d'un montant de 200 millions de dollars, à cause de la colère des mineurs face aux conditions de travail.

Pour Lui Peng, patron de la plus grande entreprise de construction chinoise en Zambie, l'importation de la main-d'œuvre de Chine est préférable à l'embauche d'ouvriers africains qui, comme les Anglais, veulent des pauses thé et un grand nombre de jours de congés, entraînant des coûts de production supplémentaires.

Largement méconnues aux États-Unis et en Europe, ces protestations révèlent le ressentiment croissant créé par l'arrivée de main-d'œuvre chinoise dans cette Afrique ravagée par la pauvreté et le chômage. Insensiblement, des immigrants chinois à bas salaires sont débarqués par bateaux vers des chantiers de grande ampleur, comme des filatures ou des mines, à travers le continent africain. À défaut de chiffres exacts, les économistes avancent qu'ils sont déjà plusieurs dizaines de milliers en Zambie. La plupart des entreprises chinoises qui ont obtenu des contrats liés aux subventions et investissements de leur pays agissent de la même façon.

Ce qui fait dire au ministre zambien du Commerce et de l'Industrie : « il y a des travailleurs chinois qui poussent la brouette. Ce n'est pas le type d'investissement dont nous avons besoin. Je comprends qu'il y a un milliard deux cents millions de Chinois, mais ce n'est pas une raison pour les envoyer en

Afrique. Nous devons prendre cela en compte pour ne pas nous retrouver dans la même situation que les Indiens en Ouganda. S'il s'agit juste d'échanger nos ressources contre des produits bon marché et des travailleurs, ce ne sera pas à notre bénéfice. » Il défend aussi l'idée que son gouvernement avait tort d'avoir ignoré ce ressentiment croissant.

Un dicton actuel zambien dit: « Nous avons déjà eu des gens mauvais avant, le Blanc était mauvais, les Indiens furent pires, mais les Chinois sont les plus méchants de tous. »

Des secteurs du gouvernement chinois travaillent dur à perfectionner l'industrie d'exportation massive d'humains vers des pays comme la Zambie. Il peut sembler inefficace d'exporter des centaines de milliers de travailleurs chinois; cependant, employer des ouvriers non encadrés par les règles locales de travail et de salaire et soumis à la crainte d'être renvoyés en Chine en cas d'indiscipline syndicale ou de toute autre activité non « légale », par exemple, est tout à fait rentable pour les entreprises chinoises.

La Chine au Sénégal

La Henan Chine est une entreprise de travaux publics installée au Sénégal. Laissons la parole à un blog consacré à ce pays: « Esclavage et exploitation, tels sont les mots employés par l'entreprise Henan Chine. « Les ouvriers vivent une misère », disent les syndicalistes de l'entreprise. Cette dernière semble faire peu de cas des droits des travailleurs.

Les entreprises chinoises ont la réputation de travailler vite et pas cher. Mais cela a un prix qu'il faut bien que quelqu'un paye. En l'occurrence les ouvriers. « Pour un travail de douze heures par jour, ils gagnent un salaire de 325 ou 375 francs CFA de l'heure (environ un demi-euro), sans majoration en ce qui concerne les heures supplémentaires effectuées », affirment les employés qui ajoutent que les jours fériés ne sont pas rémunérés, les cotisations sociales dues à l'Ipres ne sont pas versées bien que retenues sur les salaires. Les Chinois présentés comme de véritables pères Noël de la coopération n'ont pas la réputation d'être des philanthropes et n'en sont pas. Je ne vois pas très bien pourquoi ils traiteraient mieux les ouvriers sénégalais que les ouvriers chinois.

La Chine en Guinée équatoriale

L'exploitation n'est pas réservée aux seuls Africains. Fin mars 2008, dans ce pays d'Afrique, une émeute a eu lieu, rassemblant deux cents travailleurs chinois. L'armée locale a fait feu, il y a eu deux tués et quatre blessés. Que s'est-il passé? On a peu de détails sur l'affaire. D'un côté comme de l'autre, on ne veut pas de publicité. Il semblerait qu'une grève ait entraîné un affrontement violent avec d'autres ouvriers chinois qui travaillaient pour d'autres entreprises de travaux publics. Ces grévistes ont été renvoyés immédiatement dans leur pays. Mais, en quelques jours, deux cents nouveaux travailleurs les remplaçaient.

La Chine au Nigeria. .

Pour les « pirates du delta », ces guérilleros nigérians qui luttent contre les multinationales qui exploitent les champs pétrolifères dans les eaux territoriales du Nigeria, il n'y a pas de différence entre les uns et les autres. Fin janvier, ils ont kidnappé trois employés chinois dans les locaux du plus gros trust pétrolier chinois, la Chinese National Petroleum Company, présent comme bien d'autres multinationales dans cette région du globe. Sept autres étaient portés disparus. Ils seront de retour onze jours plus tard. En général, les otages sont relâchés après paiement d'une rançon. Au même moment, cinq ingénieurs des télécoms chinois avaient été libérés.

Et la Malaisie en Namibie

L'année dernière, une entreprise de textile appartenant à un groupe malaisien, Ramatex, a importé un grand nombre d'ouvriers bangladais. Pourtant, l'accord de son implantation était lié à la promesse d'embaucher huit mille ouvriers sur place. En fait, Ramatex en a fait venir environ deux mille d'Asie, la plupart du Bangladesh, recrutés par des entreprises de travail temporaire.

Ces travailleurs migrants furent soumis à une ségrégation à l'envers, les contacts avec la population locale leur étaient interdits. Pour obtenir cet emploi, ils avaient dû s'engager à rembourser les frais de transport. Étant donné leurs très faibles salaires, ils risquaient d'être liés à jamais à leur employeur par un système de dette permanente et renouvelable. Quand certains d'entre eux protestèrent, il furent immédiatement licenciés et renvoyés chez eux.

Les travailleurs namibiens embauchés étaient essentiellement des femmes. Elles furent obligées de passer un test de grossesse; le patron chinois, pas à une insulte près, leur en fit payer les frais. Les tricheries sur les salaires, les heures supplémentaires non rémunérées, les licenciements illégaux poussèrent ces travailleurs du textile à la grève. Ils furent battus et mis à la porte. Conséquence de ce mouvement social: Ramatex a fermé ses usines et les a transférées en Chine, pays du capitalisme libre.

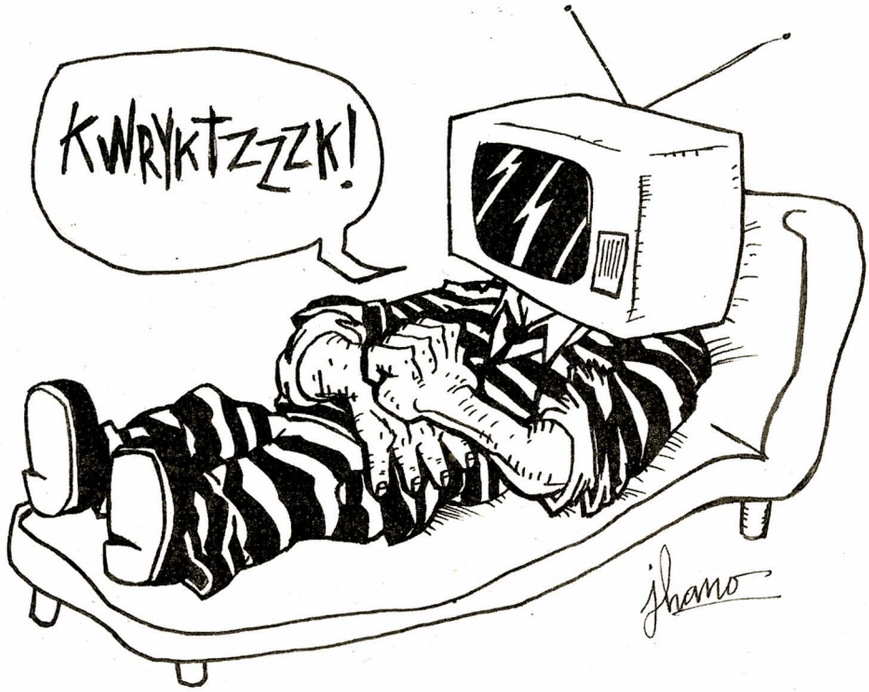
Pour ne pas en finir

Pourquoi notre presse ne fait-elle pas état de tous ces événements? La plupart des informations qui sont dans cet article ont été trouvées sur Internet, elles sont donc accessibles à quiconque est un peu curieux. Elles ont en commun de n'être que peu rentables d'un point de vue médiatique. Ce sont des histoires d'ouvriers, exploités comme il y en a beaucoup partout. Pas de quoi en faire un fromage. Comme cela ne concerne que des Noirs et des Jaunes, peut-être le racisme sournois, basique, n'est-il pas loin. Noirs, Jaunes, Blancs, Rouges, nous sommes tous ensemble dans la galère de la mondialisation, à nous de ne pas l'oublier.

P. S.

Par-delà les pixels

psychanalyse politique de la télévision



En s'appuyant sur une observation assidue et courageuse des journaux, jeux, débats, reportages et autres spectacles télévisuels, Roger Dadoun a développé, dans une série de chroniques et d'articles parus dans plusieurs revues spécialisées entre 1997 et 2007, une véritable « psychanalyse politique de la télévision », qu'il nous livre aujourd'hui dans *La Télé enchaînée. Pour une psychanalyse politique de l'image*, Coll. Savoirs Autonomes, éd. Homnisphères, Paris, 2008.

S'attardant d'abord à décrypter ces mises en scène d'événements politiques, sportifs, religieux, historiques, culinaires... que le petit écran déverse continuellement sous prétexte de vendre du temps de cerveau disponible aux marchands du temple, l'auteur nous entraîne « par-delà les pixels », et met à nu, tel le petit garçon dans la fable du *Roi nu* d'Andersen, l'univers télévisuel et les mécanismes de production mis en œuvre pour nous y « enchaîner ».

À force de traquer le scoop et l'émotion, de vouloir mettre le réel en boîte, de parler d'elle-même, la TV falsifie, anéantit, ment, corrompt, manipule, influence, « décervelle ». Ce brassage de vide n'est pas sans raison ni coupables experts autoproclamés et corrompus s'appuient sur le mensonge, la starification, la compétition, l'émotion sordide, le rire gras et vulgaire, le sexy consommable, la peur, la distribution d'argent, le racisme. Illuminé par cette messe cathodique permanente, le téléspectateur est plongé en extase devant un sordide Dieu TV, tout-puissant et avilissant. Le sensationnel, l'obscène, le formidable, au sens étymologique, amènent fascination et soumission devant cette grande mafia maquillée, ignare et bonimenteuse. L'information et les savoirs sont pris en otage par les patrons de chaînes (le Fric) et les politiciens (le Pouvoir).

La télévision interpelle notre inconscient, joue avec nos sens, jongle avec nos émotions, manipule notre imaginaire et celui de nos enfants. Tel un « divan du monde », elle fournit au psychanalyste un terrain privilégié de recherche, entre images et langages, illusions et réel, contradictions individuelles et communions collectives.

Sublimation, narcissisme – les médias se regardent dans les médias – et séduction – dont on mesure l'efficacité par audimètre – entraînent le téléspectateur toujours plus loin de ce qui pourrait être un des plus formidable espace de construction de l'imaginaire, d'exacerbation de l'esprit critique et pourquoi pas de transmission culturelle.

Bien sûr, nous savons tout cela, nous éprouvons tous, au fond de nous-mêmes, ce pouvoir destructeur de la télé. R. Dadoun, par la finesse de ses observations, renouvelle ici une critique trop souvent superficielle, et nous fait regarder différemment le petit écran et ses innombrables codes, vestimentaires aussi bien que langagiers.

Conviant tour à tour Montaigne, Joyce, Kropotkine, Robin, Péguy, Freud, Artaud, Duchamp, Deleuze, et bien d'autres, il permet à cette compilation d'articles de dépasser de beaucoup le simple pamphlet « anti-TV ». Son écriture stimulante, acérée, ainsi que sa redoutable efficacité à manier les mots et les idées dans un constant bouillonnement nous amènent à jeter un regard neuf sur ce « triangle symbolique Argent-Dieu-TV ».

L'appareil télévisuel, et peut-être plus globalement les médias, ne sont-ils qu'une machine bien rodée, huilée et alimentée par la « merde », comme Freud a défini l'argent, au service du pouvoir ? La boîte à image, expression de Robin, n'est-elle là que pour « créer une nouvelle variété d'aveugles » consommant et votant sur télécommande, telle « une foule de croyants-voyants en liesse et en laisse » attendant son hostie publicitaire de jeux, de larmes, de rires ? Ou peut-on, comme cela arrive à l'auteur au regard de trop rares instants télévisuels, en espérer autre chose ?

À force de déconstruire et de reconstruire le réel en permanence, de manipuler et d'influer nos imaginaires, la télévision n'est-elle pas devenue l'authentique reflet des ambiguïtés intimes de chacun ?

Yasmina M. & Pierre G.

Roger Dadoun,
La Télé enchaînée. Pour une psychanalyse politique de l'image,
Coll. Savoirs Autonomes,
éd. Homnisphères, Paris, 2008.

L'avaleur travail

Le retour de Moloch

Roger Dadoun

Puisqu'en civilisation de l'image nous sommes, voyeurs peu futés mais toujours à l'affût, l'image de notre « civilisation » – terme « tendance » sarko-sociologue – continuant de prendre de sacrés coups, on se dit que revoir quelques images d'archives ou de films d'hier pourrait se révéler sacrément opportun. Compte tenu des fastueuses ressources mécaniques du voir dont nous disposons, on n'aurait que l'embarras du choix – il suffit de voir les fans qui se pressent dans les boutiques et les palaces vidéo gorgés de bandes et disques qui prolifèrent. Ce n'est certes qu'un « à revoir », mais encore faut-il qu'il nous fournisse un éclairage suggestif et instructeur sur notre temps – un temps qui court plus vite que son ombre, ou son ombre plus vite que lui. « Ombre » est une bonne indication pour accéder au voir, et on s'attend sans doute à ce que je tire illico, non pas de la caverne de Platon aux ombres fameuses, mais d'une banale bande dessinée, ce héros fin tireur – il tire plus vite que son ombre – qu'est Lucky Luke. Mais, manque de pot, obligé je suis, en raison des dispositions anti-tabagiques contemporaines, d'y renoncer, et de laisser le « lonesome cowboy » tirer vite en solitaire sur sa vache de clope.

Le Kumul'art

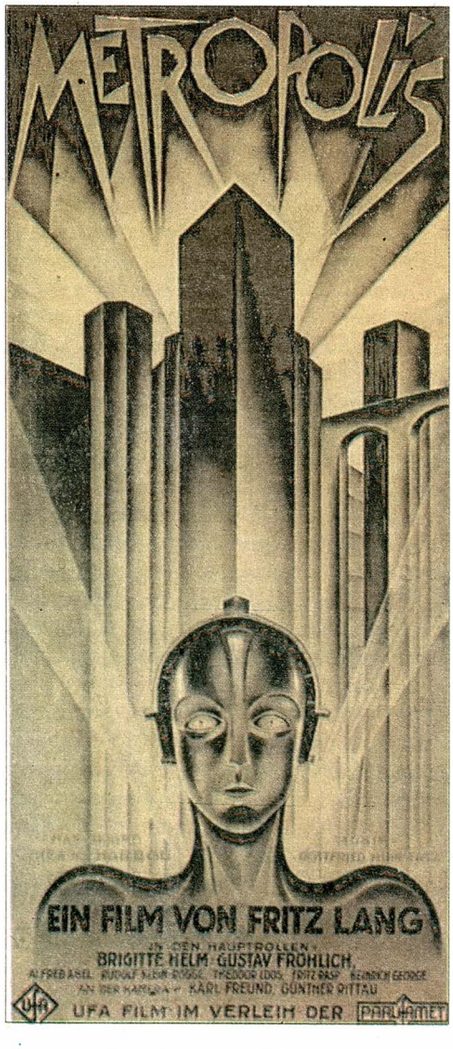
Le plus simple, au début, est de prendre aux mots le discours du temps, et de suivre à la trace ceux qui courent plus vite que leur propre ombre, fidèle ou grimaçante. Vient immédiatement à l'esprit comme aux lèvres – en laissant de côté l'ombre des peurs et angoisses qui l'accompagnent en sourdine – le mot coureur, séducteur, donjuanesque, conducteur, conducator, le mot qu'expectorent salivant suaves les bouches gourmandes du président de la République, et ministres et collaborateurs, et écrivants, courtisans et parleurs des cohortes médiatiques – s'impose, vous ne l'avez pas assez entendu, le mot « Travail », dégobillé telle une glorieuse glaire, traînant en acolyte par-devers soi (*sic*) l'inévitable camerlingue « valeur » – « la valeur Travail », comme ils disent.

On a vu et revu comment le président sonna haut et fort le « la » – encore qu'une telle « valeur » coulât grasse depuis bien longtemps ; voir par exemple la fable de La Fontaine : « Travaillez, prenez de la peine… » ou, plus haut, l'horticole colère de Yahvé : « C'est en suant que ton pain tu gagneras… ». Il l'éleva en alleluia éthique pour potentats et thuriféraires, Medef et politiciens au pouvoir ou non (mais glas et hallali pour les « travailleurs »). Nul discours ne se tint qui ne brillât de l'éclat de la « valeur travail ». Que fait le Président ? Il travaille à tout berzingue, c'est dingue, murmurait-on admiratifs à très haute voix, tandis que lui-même le serinait avec une audible modestie. Happé par une caméra, n'importe quel ministre lâche, pavlovisé : « on travaille ». Et courent en chaleur au turbin députés, notables, journalistes et artistes – mines graves, serviettes affairées, in gamba (ciao « en jambe » qu'affectionna le fascisme italien). Les médias téléguidées courent tous les « chantiers » (autre mot cursif), démonstratifs, forts en jambes : voyez, un entre mille et trois, ce Barbier qui sévit, omnirasant omniscient omniraflant* s'exorbitant en permanence sur chaînes télé (chroniqueur polymorphe) et presse écrite (directeur), virevoltant d'une émission l'autre, d'un théâtre l'autre (comediante) ; ou l'ubiquiste Alain D., qui ne sait plus où saucissonner (*sic*) sa béchamel, son Duhamel ; et toutes ces flopées de commentateurs présentateurs animateurs chroniqueurs dialogueurs consultants experts spécialistes professeurs, tous artistes du Kumul'art, logés besognant dans toutes les

alvéoles et coffres du pouvoir – on se demande à quel véridique travail, à quelle vérité de travail, à quel travail de vérité, à quelle vérité d'une compétence affichée martelée ils peuvent encore consacrer un petit peu de leur temps précieux (un temps mis à prix, les enchères montant haut). Goinfrerie, rafle et gâchis – « Faim de travail », comme titre la jeune revue *Mortibus* (n° 4-5, automne 2007) pour son dossier de près de quatre cents pages (ô labeur!) sur la question.

D'un petit « a » privatif

Affamés de travail? Goulus de travail? Goulus? Mais nous les tenons, nos images d'archives – un de ces films d'antan où le génie de l'image et de l'imagier nous renvoie plein cadre pleins spots aux couleurs, ténèbres et aveuglements de notre propre temps. *Metropolis*, de Fritz Lang, Berlin 1926 : le revoir, et tenter de ne pas en mourir, imaginons-le, en en tirant la substantifique moelle, en portant nos regards sur l'horizon 2026 vers lequel le film précurseur d'un siècle nous propulse, dans sa ténébreuse horizontalité (travailleurs maculés « au noir ») et verticalité lumineuse (patrons concepteurs aux blancs costumes immaculés, avec une Maria-prie-toi-là). *Metropolis* n'annonçait pas seulement le futur immédiat, la sauvagerie, l'ordre et la catastrophe survenant en marches forcées à son époque: paranoïa architecturale, délire scientiste, alliance mystificatrice Capital-Travail, ouvriers des bas-fonds en uniforme concentrationnaire noir défilant au pas, appel au Sauveur ou « Médiateur » (Mittler-Hitler) – il porte plus loin, il fonce flèche fichée jusque dans les chairs chiffonnées (effet de serres) de notre fichue « modernité ». Ce sont moins les figures particulières, aussi saisissantes soient-elles, qui en témoignent (constructions, laboratoires, conditionnement, robot) que leur mise en perspective globale: Metropolis, « Ville-Mère » selon l'étymologie, s'amplifie aux dimensions de l'univers, épouse le globe tout entier: globalisation, mondialisation, totalitarisation. Au milieu d'imageries spectaculaires – urbanisme échevelé et mégalopoles écrasantes, fracture croissante entre richissimes et pauvrissimes, visions apocalyptiques, Metropolis dresse en puissance une icône révélatrice de la « valeur travail »: l'Avaleur Travail.



Il suffit qu'à « valeur travail » nous accrochions le petit « a » privatif pour renverser le cliché, le lire en négatif, en nous focalisant sur la figure contraire: « a-valeur travail » – Avaleur Travail! C'est exactement celle que met en scène Fritz Lang. Une séquence surréelle montre les travailleurs exténués, mortifiés par leur statut d'esclaves des horaires, machines et patrons, se rendant en longues files abêties titubantes aux pieds du Moloch. Le monstre biblique, ouvrant sa gueule d'enfer, avale, dévore ces processions humaines – à l'image du Saturne épouvantable de Goya manduquant son fils. Face à la « valeur travail » fable d'un éden arithmétique (« gagner plus » – mais un « toujours plus », en formule olympique, qui ne joue que pour les « olympiens », la dite « haute société »), *Metropolis* montre en quoi consiste, en sa vérité concrète, charnelle, humaine, le travail exercé, imposé, forcé, dénaturé en malédiction – le travail érigé, tel le maudit Moloch (M. le Maudit!) en avaleur, dévorateur d'humanité.

Saccage ontologique

Non seulement dévorateur d'hommes (usure, épuisement, malheur, maladies, suicides, haines fratricides), mais dévorateur de ce qui fait la substance, l'être même de l'humanité – un saccage ontologique. La plus simple définition que l'on puisse donner de l'homme, sans trop s'aventurer, serait celle-ci: *Homo sapiens/Homo laborans/Homo ludens* – l'homme accède à humanité par la connaissance (Socrate, Spinoza, et autres), le travail (Leroi-Gourhan, Arendt), le jeu (Huizinga, Bataille). C'est sur ces trois axes solidaires, avec cette triple hélice, que l'humanité se construit et travaille (son seul vrai travail, qui est travail de vérité) à se saisir comme telle. Et c'est en même temps sur ces trois axes vitaux – leur nom est éros – que porte, que s'acharne la malédiction, thanatos, le travail de la pulsion de mort, qui s'attaque à *Homo laborans* pour le mortifier – homme fait chose et machine (réifié), mis en miettes (morcelé), réduit en déjection et déchet (déshumanisé); qui s'attaque à *Homo sapiens*, en barrant, dégradant, condamnant (à mort, ô Socrate, ô Giordano Bruno) les accès à la connaissance, par l'emprise féroce des systèmes de croyances magiques, religieuses, mystiques, idéologiques, aujourd'hui gonflés aux médias; qui s'attaque à *Homo ludens*, en faisant du jeu, potentiel créateur de tout être humain, un avatar du dévergondage, de la perversité, de l'obscénité.

Toujours le même coup perpétré par les détenteurs de pouvoir et de richesse: ils font vibrer toujours plus haut (altius) et plus fort (fortius) la formule « valeur travail », qui définit l'activité humaine de création (d'humanité) la plus irrécusable. Entendez-les susurrer « valeur », claironner « travail ». Et, dans le même temps, en un tour de passe-passe qui laisse l'humanité pantoise, pantelante, ils fourguent la masse écrasante du « travail » (producteur) à la masse des gens de peu, des gens de rien, aux maudits et damnés de la terre – et eux s'approprient, au sens propre, la « valeur », c'est-à-dire s'instituent, toutes institutions confondues, propriétaires des « valeurs » toutes catégories confondues, boursières, économiques, patrimoniales, éthiques, esthétiques, terreuses, religieuses, sexuelles, kantiennes et transcendantales. De quoi se rebricoler, là, un sacré jardin d'Éden. R. D.

---

* Terme emprunté à Soljénitsyne, *l'Archipel du goulag*.

Cela ne peut se regarder
No se puede mirar

Les gravures de Goya au Petit Palais

Gilles Bounoure

No se puede mirar, tel est le titre inscrit par Goya lui-même sous une gravure du plus fameux de ses albums, *les Désastres de la guerre* (*Fatales consecuencias de la sangiente guerra en España con Buonaparte*), qu'il ne parvint jamais à éditer de son vivant. Goya est légitimement considéré comme l'initiateur de la peinture occidentale moderne, et l'un des principaux maîtres de la gravure sur cuivre, les preuves en sont excellemment réunies dans l'exposition présentée au Petit Palais jusqu'au 8 juin. Mais c'est qu'il a eu l'audace, dans une Espagne accablée par l'absolutisme, le féodalisme et l'Inquisition, de formuler des images neuves, et d'être parmi les premiers à montrer ce qui « ne peut se regarder ».

Comment s'échapper de cette juxtaposition d'étouffoirs qu'était l'Espagne des derniers Habsbourg et des premiers Bourbon Parme? Né en 1746 près de Saragosse d'un modeste doreur sur bois et sur métal, « métier d'art » entièrement soumis aux commandes ecclésiastiques, Goya attendait au moins une certaine liberté de mouvement du métier de peintre qu'il se mit à apprendre. Ce fut long, ses premières candidatures à l'académie royale des Beaux-Arts de Madrid furent autant d'échecs, et il fallut un voyage en Italie (1769-1771) et l'obtention d'un prix à l'académie de Parme pour voir arriver les premières commandes, toutes d'Église, à Saragosse, rejoindre par mariage une famille de peintres à la réputation établie, et s'installer en 1775 à Madrid, à la faveur d'une commande de cartons de tapisserie. Cinq années de plus furent nécessaires à son admission à l'académie royale, et il ne parvint à une certaine aisance qu'en 1798, après des dizaines d'années d'existence précaire.

Ces avanies s'expliquent largement par ce qui se passait alors en Espagne et en Europe. De 1777 à 1790, Goya bénéficia de la sympathie des quelques ilustrados, ou hommes des Lumières, composant le gouvernement de Charles III, puis de Charles IV. Ainsi devint-il peintre du roi et sous-directeur de l'académie, sans d'ailleurs succomber jamais à la flatterie courtisane de règle dans ces peintures mondaines: le portrait officiel qu'il fit de Charles IV et de sa famille reste fameux pour son réalisme cruel. Entre 1792 et 1798, les souverains effrayés par la Révolution française remirent le gouvernement au « charcutier », El Choricero, ainsi que le peuple surnommait Godoy, favori du roi et amant de la reine. Les ilustrados revinrent au gouvernement de 1798 à 1799, puis « le charcutier » reprit le pouvoir jusqu'aux abdications successives de Charles IV et de Ferdinand VII en 1808. Vi[illegible] les guerres

napoléoniennes, les restaurations de Ferdinand VII, en 1814 et 1823, autant de périodes terribles qui retentirent fortement sur l'œuvre et la vie du peintre, mort en exil à Bordeaux en 1828.

Goya exécuta ses premiers « tableaux de cabinet », sur des sujets librement choisis, en 1793-1794, peu avant de consigner dans ses carnets les dessins pleins de fantaisie dont il tirerait sa première série de gravures géniales, les Caprices, publiés en 1799. On a souvent attribué le ton tout nouveau de ces quatre-vingts planches et de ces tableaux à la maladie qui faillit l'emporter dans l'hiver 1792-1793 et le laissa définitivement sourd... comme Beethoven, a-t-on souligné aussi. Mais, dès octobre 1792, dans un rapport sur l'enseignement de la peinture adressé à l'académie royale, il avait développé des idées proprement révolutionnaires : il n'y avait qu'obscurantisme à forcer les apprentis peintres à copier servilement les Grecs, tout cet enseignement était à renverser et à réinventer, car il fallait admettre cette évidence : « Il n'y a pas de règles en peinture ! » Il se faisait fort de le démontrer lui-même, et il faut tenir toute la suite de son œuvre pour un prolongement sans cesse renouvelé de ce serment.

Au moment où David, avec qui il s'était lié d'amitié lors de son séjour en Italie, se montrait sans doute le peintre le plus politiquement engagé de la Révolution française, mais parmi les plus rétrogrades sur le plan esthétique, « l'engagement révolutionnaire » de Goya, principalement pictural, fut d'une autre profondeur. On ignore le détail des positions politiques et sociales de cet Aragonais taciturne et fier, qui ne put les formuler qu'en images. Son anticléricalisme éclate sur des dizaines de dessins et de gravures. On a mis en doute son athéisme, en dépit d'indices clairs, notamment une planche des Caprices où un mort sort de sa tombe pour témoigner du « néant » (Nada), la fameuse formule transmise par son fils où le peintre assure n'avoir eu d'autres maîtres que Velásquez, Rembrandt « et la Nature », c'est-à-dire ni Dieu ni les enseignements de l'Église... Constamment surveillé par l'Inquisition il dut, pour éviter des poursuites, retirer de la vente ses Caprices, et même en céder les cuivres aux collections royales.

L'idée de la liberté de la presse ayant gagné l'Espagne, la gravure offrait le moyen de sortir des sujets de commande, et d'aborder « ce qui ne peut se regarder » selon les critères de l'Église et de la Cour. On a trop souvent interprété comme une mise en garde purement rationaliste une planche essentielle des Caprices, d'abord conçue comme frontispice, montrant des animaux nocturnes voletant au-dessus du peintre endormi sur sa table, où l'on peut lire : « Le sommeil de la raison produit des monstres ». Mais Goya avait ajouté : « Uni avec elle, il est la mère des arts et l'origine de ses merveilles. » Il avait aussi prévu d'intituler cette gravure *Langage universel*, et rédigé cette

autre légende : « L'auteur dans son sommeil. Sa seule intention est de dissiper les préjugés nocifs et de prolonger par ces Caprices le témoignage concret de la vérité. » Le même programme vaut certainement pour le dernier recueil qu'il grava entre 1815 et 1824, les Disparates, sans jamais pouvoir l'éditer non plus.

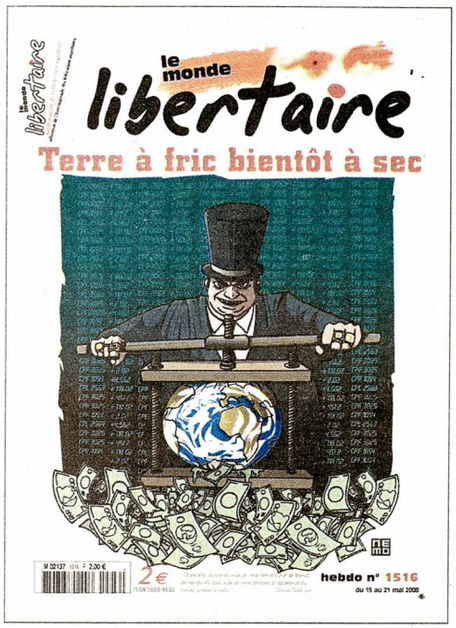
Ce furent pourtant ces gravures qui firent rapidement connaître Goya en France, où sa peinture resta longtemps méconnue. L'exposition du Petit Palais n'est ni la première ni la seule à les présenter [1], mais elle est recommandable à plusieurs titres : très fournie (280 œuvres) et appuyée sur les recherches les plus récentes, elle reconstitue en détail non seulement le parcours de Goya, ses conquêtes décisives dans l'art de la gravure sur cuivre, mais aussi l'influence durable de son œuvre sur les meilleurs artistes français du XIXe siècle. Qu'y voyaient-ils ? Moins des « choses vues », scènes « folkloriques » ou historiques de l'Espagne en paix ou en guerre, que des « choses retenues », souvent des images mentales. Pas plus que les blessés et les morts jonchant les planches de *la Tauromachie*, les scènes de massacres composant la majeure partie des Désastres de la guerre ne relèvent du reportage ou de la satire. Recomposées plusieurs années après les faits, elles procèdent des mêmes hantises que les souvenirs de cauchemars, et c'est très exceptionnellement que le graveur se présente en témoin : « J'ai vu cela », « Cela s'est passé ainsi », légendes qui vaudraient aussi pour les rêves des Caprices et des Disparates.

Le défi de l'horreur est le même, que les monstruosités restent pure imagination, ou qu'elles prennent réalité jusqu'à l'amoncellement de dizaines de cadavres mutilés, du fait des troupes françaises ou de celui des guérillas. S'attachant à la dimension monstrueuse de l'humanité, Goya attendait visiblement le meilleur de cette révélation : tout comme son énigmatique *Colosse* semble assis au bord d'un monde nouveau, les Désastres de la guerre s'achevaient sur une planche exclue de la première édition, et pleine d'optimisme : une femme y dévoile ses seins à un paysan appuyé sur sa houe, avec cette légende : « Ceci est le vrai ». Fidèle à sa rhétorique crétinisante, Malraux a conclu : « Goya n'est pas celui qui répond, mais celui qui interroge. » Goya ne fut évidemment ni l'un ni l'autre, mais l'un des premiers à montrer, dans les rêveries et les activités humaines, « ce qui ne peut se regarder », horreur ou beauté.

G. B.

1. Le musée des Beaux-Arts de Lille expose les Caprices jusqu'au 28 juillet, et le musée madrilène du Prado présente jusqu'au 13 juillet une sélection très finement étudiée d'œuvres de Goya relatives aux guerres napoléoniennes.

Abonnez-vous !



On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site **www.trouverlapresse.com** un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le *Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

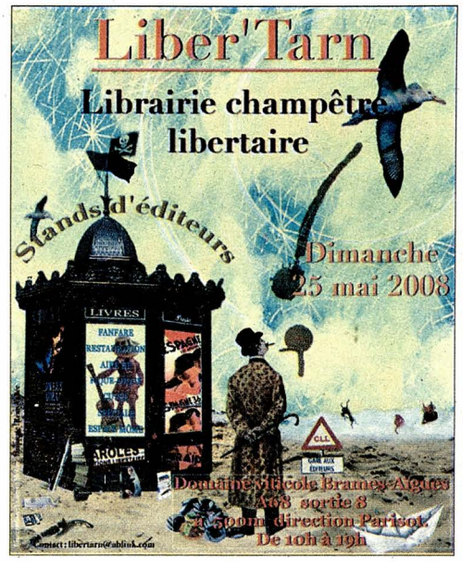
Le vendredi 30 mai, à la Bourse du travail de Saint-Denis se tiendra un meeting à propos de l'esprit de Mai 68 avec des compagnons libertaires, des syndicalistes, des historiens et des universitaires : Jacques Baynac, Jean-Pierre Duteuil, Hélène Hernandez, Nathalie Bonnet, Karine Tafer, Élizabeth Claude et Hugues Lenoir. Prix libre.

Le samedi 31 mai et dimanche 1er juin aura lieu le Salon du livre libertaire, aux Blancs-Manteaux, métro Hôtel-de-Ville. Entrée libre.

Le dimanche 25 mai 2008 de 10 heures à 19 heures se tiendra la première édition de la **Librairie champêtre libertaire** à Brames-Aïgues (81).

Éditeurs invités : AAEL, Ab irato, ACL, Acratie, Agone, Altiplano (l'), Alternative libertaire, APEL-COT, Centre Ascaso-Durruti, Chant d'ortie, Chant des artisans (le), Chien rouge (le), CIRA Lausanne, CIRA Marseille et Limoges, Club du livre libertaire, CNT-AIT, CNT-RP (éditions), Coquelicot (le), CRAS, Digitale (la), Égrégores, Éditions K'A, Éditions Libertaires, Éditions du Monde libertaire, Éditions du Temps perdu, Éditions de l'Impossible, Insomniaque (l'), Ivan Davy, Libertalia, Mot et le reste (le), Nautilus, No pasaran, Nuits rouges (les), Passés simples (les), Place d'armes, Rue des Cascades, Sansonnet, Spartacus, Sulliver, TopsPresse, Alternative libertaire, Courant alternatif, CQFD, Creuse citron, L'Envolée, La Sago (Sat amikaro), Le Monde libertaire, Le Ravi, Offensive libertaire et sociale, Réfractions, Silence, Temps maudits (les), Union pacifiste.

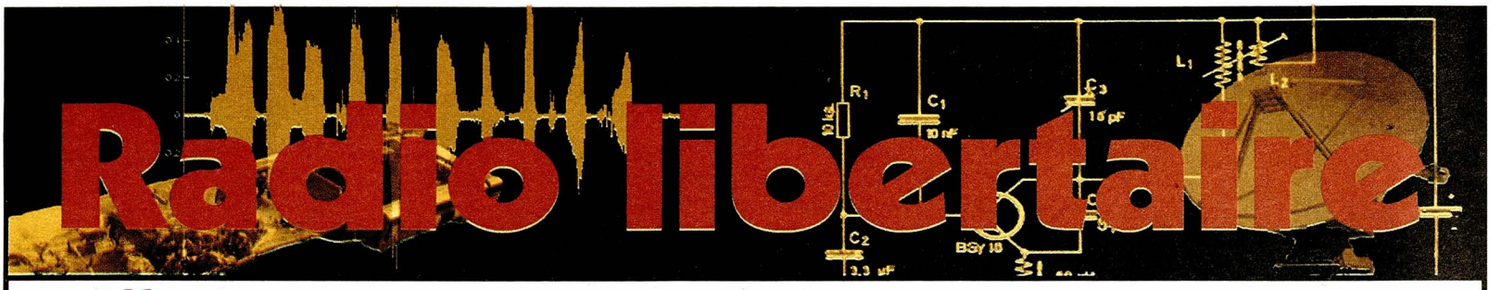
Débats : « L'antimilitarisme et la guerre d'Algérie », depuis des années, un groupe tarnais d'anciens appelés de la guerre d'Algérie refuse, à sa manière, la pension qui leur est versée, en la redistribuant à des associations militantes. « Le MIL », l'an dernier, deux livres ont été publiés sur le Mouvement ibérique de libération. Les générations qui n'ont pas connu cette période de lutte contre la dictature de Franco, et contre le capitalisme en général, pourront s'informer sur les actions des années soixante-dix.



Au cœur du Tarn, un lieu de débats, d'ouverture et de rencontres conviviales autour de la biblio-diversité. Histoire populaire. Résistances. Presse alternative. Environnement et écologie. Débats. Présence d'auteurs…

Espace mômes : les enfants ne sont pas oubliés, un espace surveillé leur est réservé, animé par un clown. Fanfare. Expo affiches Espagne 36. Vente de vin de Gaillac. Entrée libre. Camping possible. Parking assuré.

Domaine viticole Brames-Aïgues – A68 sortie 8 – à 500 m, prendre la direction Parisot. Téléphone : 06 64 36 95 21. Courriel : libertarn@ablink.com



Jeudi 22 mai

Jus de rue (08 h 30). La parole aux gens de la rue. Par Philippe et Casquette.

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures). Radio Esperanto pour fermer le salon de l'armement Eurosatory.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30). Émission d'Act Up-Paris Association issue de la communauté homosexuelle, veillant à défendre les populations touchées par le sida.

Vendredi 23 mai

Koumbi (16 heures). Chroniques africaines. Émission sur l'« Afrique des textiles », rediffusion d'un entretien avec Anne Grosfilley, qui présente un panorama très complet des filières textiles au Ghana, Togo, Burkina Faso, Mali et Côte d'Ivoire, l'histoire des étoffes, le savoir-faire des artisans et leur manière d'évoluer dans un monde technologique en perpétuel changement.

Samedi 24 mai

Chronique syndicale (11 h 30). Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30). Débats, dossiers, rencontres… Par Christiane Passevant.

Deux sous de scène (15 h 30). Magazine de la chanson vivante. Par Nicolas Choquet.

Dimanche 25 mai

Tempête sur les planches (14 heures). Actualité du théâtre. Ils sont les «Jolie Môme» du pays Basque et viennent au théâtre du Soleil : le Petit Théâtre de Pain joue *Embedded*, de Tim Robbins, une pièce qui décortique la complicité entre l'armée américaine et les médias pendant la guerre du Golfe.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). Cannabis. La joyeuse équipe du CIRC.

Lundi 26 mai

Lundi matin (11 heures). Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Ondes de choc (14 h 30). À partir de *Nietzsche, Wagner, et autres cruautés*, à l'affiche au Vingtième Théâtre.

Agora libertaire (18 heures). Émission des groupes régionaux de la FA.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme. La section ANPE du syndicat Santé-Social.

Mardi 27 mai

Le Parisien libertaire (8 heures). L'agenda militant. Par Greg et Davou.

L'idée anarchiste (14 h 30). Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures). Souriez, vous êtes filmé(e)s ! Contre la vidéosurveillance.

Idéaux et débats (18 heures). Trois invités pour l'émission du jour : Christian et Olga Baudelot pour *Une promenade de santé* (Stock) ; Jean-François Laé pour *Les Nuits de la main courante* (Stock).

Paroles d'associations (19 h 30). Magazine de la vie associative et culturelle, par Sylvie.

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT/AIT. Actualités militantes.

Mercredi 28 mai

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues. Stevie Ray Vaughan, bluesman texan.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures). Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Avec Michèle Loup. Égalité femmes-hommes.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

Jeudi 29 mai

Si vis pacem (18 heures). Éduquer à la résistance à la guerre. En présence de Jean-Marie Borgraeve, auteur de *Un instituteur à l'école des enfants*.

Vendredi 30 mai

Place aux fous (13 heures). Le duo électro-trash expérimental Deviance et session live tellurique. Deux poétesses, Sick Lust et So. Noël, unissent leurs forces pour un album oscillant entre le déjanté grave et le sauvage halluciné.

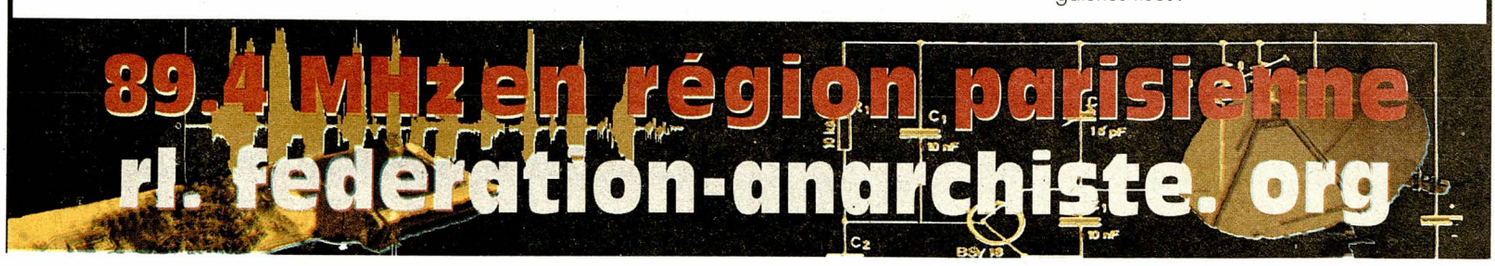
Salon du Livre Libertaire (10 heures). Antenne spéciale. Retransmission toute la journée, de 10 heures à 20 heures, en direct de l'Espace des Blancs-Manteaux (Paris 4e).

Dimanche 1er juin

Salon du Livre Libertaire (10 heures). Antenne spéciale. Retransmission toute la journée, de 10 heures à 16 heures, en direct de l'Espace des Blancs-Manteaux (Paris 4e) : débats, interviews d'écrivains, etc. La grille habituelle des programmes est suspendue pour l'occasion.

Mardi 3 juin

Pas de quartiers (18 heures). PdQ reçoit Ambre Ivol de retour des États-Unis, où elle a rencontré, la veinarde, Howard Zinn, historien défrisant du peuple des États-Unis… Tous à vos galènes fluos !



Du 2 mai au 18 juillet

Aux groupes et sympathisants du Réseau, participez nombreux à la marche pour un futur sans nucléaire. De Londres à Genève, 84 jours et 1 500 km à pied : venez passer un moment unique aux cotés de marcheurs australiens, américains, japonais, écossais et français ! N'hésitez pas à vous inscrire, même pour une seule journée, à cette marche amicale ouverte à toutes et à tous.
La marche traversera la France du 2 mai au 18 juillet (détail de l'itinéraire dans le fichier attaché). Inscrivez-vous sans tarder comme marcheur ou comme hôte, auprès de André Larivière. Tél. : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98
andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr
Pour plus d'infos :
http://www.sortirdunucleaire.org
http://www.footprintsforpeace.net

Jeudi 22 mai

Brest (29)

Du 22 au 24 mai, trois jours du colloque *Caricature et religion*. Tous renseignements sur http://caricaturesetcaricature.com

Périgueux (24)

20 heures. Projection du film *l'An 01* de Jacques Doillon, suivie d'un débat avec Serge Aumenier. Au CAP Cinéma. Soirée organisée par le groupe Emma-Goldman de la Fédération Anarchiste. Avec le concours de Ciné Cinéma.

Saint-Claude (39)

La vérité sur mai 1968, à 20h30, au Coffre-Fort, rue de Bonneville. Projections et discussions : *Grands Soirs et petits matins, 11 juin 1968, La Société du spectacle*, etc.

Vendredi 23 mai

Saint-Claude (39)

Voir jeudi 22 mai.

Brest (29)

Voir au 22 mai.

Ivry (94)

20 heures. Thomas Pitiot. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, Tél. : 01 46 72 64 68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway : station Porte-d'Ivry.

Samedi 24 mai

Lyon 5e

20h30. Ouvrez les frontières, spectacle de danses orientales, à la maison des Passages, 44, rue Saint-Georges. Réservations au 06 23 23 39 06.

Brest (29)

Voir au 22 mai.

Paris XXe

14h30. Le groupe Idées noires vous appelle à le rejoindre pour la commémoration de la Commune de Paris, à 14h30 à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux (métro Gambetta).

Paris XVIIIe

15h30. Théâtre à la bibliothèque la Rue. Un membre de la troupe La Balancelle lira *Morituri*, texte de Philippe Malone. 10, rue Robert-Planquette, métros Blanche ou Abbesses. Tél. : 01 42 23 32 18 ; http://bibliotheque-larue.over-blog.com

Ivry (94)

20 heures. Vincent Absil en solo interprète les titres de son dernier CD, *Les pieds sur ma valise*. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, tél. : 01 46 72 64 68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway : station Porte-d'Ivry.

Dimanche 25 mai

Brames-Aïgues (81)

De 10 heures à 19 heures, les Éditions du Monde libertaire et les militants de la Fédération anarchiste seront présents au Salon du livre Liber'Tarn : librairie champêtre libertaire, domaine viticole Brames-Aïgues, A68 sortie 8 – à 500 m – direction Parisot. Courriel : libertarn@ablink.com. Tél. : 06 64 36 95 21.

Mardi 27 mai

Dijon (21)

19heures. Conférence avec Jacques Lesage de La Haye : « Enfermement et état des lieux du monde carcéral et psychiatrique ». Maison des associations, 2, rue des Corroyeurs.

Ivry (94)

20 heures. L'État fait la guerre aux pauvres. Son arme : le contrôle social. Réunion publique et discussion sur ce sujet à l'invitation du groupe libertaire d'Ivry. Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès. M° Pierre-et-Marie-Curie. Ouverture des portes à 19h30. Bar et petite restauration.

Mercredi 28 mai

Dijon (21)

19heures. Projection du film *Censures*, suivie d'une rencontre-débat sur l'univers carcéral, avec Charlie Bauer. Espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard Chicago.

Jeudi 29 mai

Paris Ve

18 heures, la CNT vous invite à l'université Sorbonne nouvelle fêter mai 1968 sur le thème *1968-2008… N'effacez pas nos traces !*, titre du nouvel album de Dominique Grange mis en images par Tardi, 13, rue de Santeuil. Concert de Dominique Grange. Dédicaces Grange et Tardi.

Vendredi 30 mai

Ivry (94)

20 heures. *Les Auteurs s'amusent*, par Marie-Silvia Manuel avec Annick Roux, Cédric Colas et un pianiste, Léo Nissim. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès. Tél. : 01 46 72 64 68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway : station Porte-d'Ivry.

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

31 mai - 1er juin 2008

Espace d'Animations des Blancs Manteaux (Paris IVe)

mai 68-mai 2008, la révolution reste à faire

Entrée à prix libre | Radio libertaire (89.4 Mhz) en direct pendant 2 jours

contact 01 48 05 34 08 | salon-livre-libertaire@wanadoo.fr | Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris